

# *De Maputo à Jakarta*



**5 ANS DE L'AGROÉCOLOGIE  
DANS LA VÍA CAMPESINA**

# *De Maputo à Jakarta*

*—5 ans de l'Agroécologie dans La Via Campesina—*

*PAR:*

Commission Internationale sur l'Agriculture  
Paysanne Durable



# ***Index***

<b>L'agroécologie n'est pas à vendre!</b>	<b>5</b>
<b>L'agriculture paysanne durable: l'avenir de la planète</b>	<b>9</b>
<b>Débat concernant le concept d'Agroécologie</b>	<b>19</b>
<b>Rencontre Asiatique sur l'Agroécologie</b>	<b>25</b>
<b>Recommandations pour la Campagne mondiale des semences de La Vía Campesina</b>	<b>28</b>
<b>Déclaration de Shashe</b>	<b>35</b>
<b>Declaration finale de la formation des formateurs en agro ecologie</b>	<b>59</b>
<b>Déclaration finale de la Deuxième réunion continentale de formateurs et formatrices en agroécologie</b>	<b>45</b>
<b>Proposition de texte de position sur l'Agroecologie de la Coordination Européenne Vía Campesina</b>	<b>49</b>
<b>Déclaration de Surin</b>	<b>54</b>
<b>L' Agriculture Familiale, Paysanne et Durable Peut Nourrir le Monde</b>	<b>59</b>
<b>L'a griculture paysanne agroécologique: Pour la souveraineté alimentaire et la Terre-Mère</b>	<b>69</b>

## **La Vía Campesina**

Jl. Mampang Prapatan XIV No. 5  
Jakarta Selatan, DKI Jakarta  
Indonesia 1279  
Tel : +62.21.799.1890  
viacampesina@viacampesina.org  
www.viacampesina.org

---

***De Maputo à Jakarta. 5 ans de l'Agroécologie dans La Vía Campesina.***

© La Vía Campesina.

Cette publication a été rendue possible grâce à l'appui que nous  
avons reçu du C.S. Fund, du programme Focad du Pays Basque  
et du Fond international pour Amplifier Solutions Agro-écologiques.

Conception éditoriale: Alberto Chanona y Alonso Gordillo.

# L'agroécologie n'est pas à vendre!

Introduction



Lors de notre Cinquième Conférence internationale, tenue en octobre 2008 à Maputo, Mozambique, La Via Campesina (LVC) a déclaré: «Nous, hommes et femmes, sommes les gens de la terre, ceux et celles qui produisent l'alimentation du monde. Nous avons le droit de continuer à être paysannes et paysans et la responsabilité de continuer à nourrir nos peuples. Nous, hommes et femmes, prenons soin des semences, qui sont la vie et pour nous, l'acte de produire est un acte d'amour. L'humanité a besoin de nous, et nous refusons de disparaître.»<sup>1</sup> En produisant cette nourriture, nous avons pris l'engagement de pratiquer «l'agriculture paysanne durable», car «seule la production paysanne

agroécologique peut déconnecter le prix des aliments du prix du pétrole, restaurer les sols dégradés par l'agriculture industrielle et produire des aliments sains et proches de nos peuples»<sup>2</sup>.

La Cinquième Conférence a donné à notre groupe de travail, ou commission, de LVC sur l'agriculture paysanne durable, le mandat:

- D'analyser les enjeux politiques et le contexte politique relatif à la défense de l'agriculture paysanne durable dans le conflit global avec le modèle d'agriculture industrielle dominant de l'agrobusiness, de préparer des énoncés d'orientation, de proposer des stratégies et des plans de travail et d'action, à soumettre à

<sup>1</sup> <http://viacampesina.org/fr/index.php/nos-confnce-mainmenu-28/darations-mainmenu-66/308-daration-de-maputo-v-confnce-internationale-de-la-via-campesina>

<sup>2</sup> <http://viacampesina.org/fr/index.php/nos-confnce-mainmenu-28/darations-mainmenu-66/309-lettre-de-maputo-ve-confnce-internationale-de-la-vcampesina>

*On trouvera dans le présent volume quelques-uns des documents clés produits au cours des cinq dernières années, lesquels donnent une idée de la lutte politique pour défendre l'agriculture paysanne durable et le processus pratique de soutien à la démarche en agroécologie menée par les organisations membres et les régions.*

LVC.

- D'aider à présenter à l'opinion publique les avantages politiques, sociaux et techniques de l'agriculture paysanne durable pour la *société* et la *planète*.
- D'appuyer les efforts de nos organisations membres pour construire des alternatives au modèle dominant, à partir de la base, notamment en les aidant à transformer agroécologiquement les processus productifs des familles qui en sont membres.

Dans le présent livret, nous présentons aux délégués à la Sixième Conférence internationale de LVC de juin 2013 à Jakarta, Indonésie, quelques-uns des documents clés produits par la Commission pour remplir le mandat qu'il avait reçu à Maputo.

Après Maputo, la commission s'est réunie au complet à Malaga, Espagne en juillet 2009 pour planifier son travail. C'est là que nous avons collectivement écrit la première version du document *L'agriculture paysanne durable : l'avenir de la planète. Analyse, position et plan de travail de la Commission sur l'agriculture paysanne durable de La Via Campesina*, dans laquelle nous avons rédigé les lignes directrices que nous avons suivies depuis. Ce document est le premier du présent livret. À Malaga, nous avons planifié une série de rencontres internes des organisations de LVC à l'échelle régionale et continentale dans le but de décrire les processus de l'agriculture paysanne durable et de l'agroécologie aux niveaux national et régional, faire des lectures collectives du contexte politique dans chaque région et développer des plans de travail et de lutte conjoints. Au cours des années qui ont suivi, nous avons tenu deux rencontres

dans les Amériques (Venezuela 2009 et Guatemala 2011), une rencontre continentale en Asie (Sri Lanka 2010), deux rencontres régionales en Afrique (Région Afrique 1, Zimbabwe 2011; Région Afrique 2, Ghana 2011), et une rencontre continentale en Europe (Pays basque, 2012). Conjointement avec la Commission sur la biodiversité et les ressources génétiques, nous avons tenu la Première Réunion internationale de paysans semenciers (Indonésie 2011) et la Première Rencontre mondiale de l'agroécologie et des semences paysannes (Thaïlande 2012). Dans le cadre de cette dernière réunion, nous avons tenu la Première Rencontre mondiale des écoles d'agroécologie de LVC, dont le nombre dépasse maintenant 40 dans le monde.

En cours de route, la Commission s'est réunie une deuxième fois à Cuba (2009) et une troisième fois à la Rencontre mondiale en Thaïlande (2012). Durant cette période, nous avons animé des visites d'échange sur l'agroécologie effectuées par des délégués de LVC à Cuba, en Inde et aux Philippines. La Commission a aidé l'ensemble de LVC à tenir le Premier Séminaire interne international sur les politiques publiques et la souveraineté alimentaire (Mexico 2012) et a contribué à assurer la présence de LVC lors des sommets sur le climat (les COP) de Copenhague (2009), Cancún (2010) et Durban (2011). Parmi les autres activités de la Commission, il y a eu un processus d'identification, de documentation, de systématisation et d'analyse de nos meilleurs exemples d'agroécologie au sein de LVC, afin de socialiser les leçons de ces expériences avec d'autres organisations et pays et aussi de produire du matériel de formation pour les écoles d'agroécologie. À ce jour, nous avons produit un livre sur l'expérience agroécologique à Cuba et nous travaillons sur deux de plus, un sur le mouvement d'agriculture naturelle à



budget zéro en Inde et l'autre sur l'expérience des écoles d'agroécologie de la CLOC/LVC en Amérique du Sud.

On trouvera dans le présent volume quelques-uns des documents clés produits au cours des cinq dernières années, lesquels donnent une idée de la lutte politique pour défendre l'agriculture paysanne durable et le processus pratique de soutien à la démarche en agroécologie menée par les organisations membres et les régions.

Ce livret finit avec une version préliminaire de notre document d'orientation et plan de travail pour LVC dans la défense et la promotion de l'agriculture paysanne agroécologique au cours des prochaines années. Nous le soumettons à la discussion et au débat ici à Jakarta. N'oubliez pas qu'à la date de publication du présent livret, ce dernier document n'est qu'une proposition dans sa version préliminaire et qu'il ne constitue pas encore une position et un plan de travail officiels de LVC. Mais si vous comparez son contenu à celui du document de Malaga, vous verrez

que la lutte s'est intensifiée, qu'il y a un consensus de plus en plus large au sein de LVC et que l'agroécologie elle-même est un territoire que nous contestons à d'autres acteurs qui cherchent à la coopter. C'est pourquoi nous considérons qu'il est important que LVC défende l'agroécologie, car, tout comme les semences, c'est un patrimoine des populations rurales que nous mettons au service de l'humanité, et ce, gratuitement. L'AGROÉCOLOGIE APPARTIENT À NOUS, LES PAYSANS ET LES PEUPLES AUTOCHTONES, ET ELLE N'EST PAS À VENDRE.


Salutations solidaires,

*Commission de l'agriculture paysanne durable  
La Via Campesina  
Jakarta, Indonésie, juin 2013.*



# *L'agriculture paysanne durable: l'avenir de la planète*

Analyse, Position et Programme de Travail de la Commission d'Agriculture Paysanne Durable de la Vía Campesina\*

 \*Document approuvé par la Commission lors de la réunion célébrée à Malaga, Espagne, du 6 au 8 juillet 2009.

**L**a défense du modèle de l'agriculture paysanne durable est pour nous une question primordiale. La production paysanne n'est pas une alternative! C'est le modèle de production qui a permis de nourrir le monde pendant des milliers d'années et c'est encore le modèle dominant pour la production alimentaire. Plus de la moitié de la population travaille dans le secteur de l'agriculture paysanne et la majorité de la population mondiale dépend de ce type d'agriculture pour se nourrir. Ce modèle d'agriculture paysanne (celui de «La Via Campesina») est la meilleure manière de nourrir le monde à l'avenir, de répondre aux besoins des populations, de protéger l'environnement et de préserver notre patrimoine naturel ainsi que nos biens communs. L'agriculture paysanne durable ne se limite pas à l'agriculture «biologique». Elle répond aux caractéristiques suivantes : c'est un modèle de production socialement

juste, respectueux des identités et des savoir-faire des communautés, qui privilégie les marchés locaux et nationaux et renforce l'autonomie des personnes et des communautés.

Les crises alimentaire, climatique et énergétique ont porté la question de l'alimentation et des modes de production sur de devant des scènes nationales et internationales. Au lieu de voir une réduction du nombre de pauvres, ce nombre a augmenté en raison des multiples crises actuelles. La crise alimentaire est le résultat direct du néo-libéralisme et du modèle adopté par les multinationales actives tant au niveau de la production que de la consommation.

Les entreprises multinationales ont lancé une autre offensive contre la paysannerie, sous prétexte d'aider à résoudre les problèmes climatiques et alimentaires. Les multinationales se sont emparées des meilleures terres agricoles, occupées par les paysans pour produire des agro-carburants et d'autres monocultures. Leur intérêt

*La souveraineté alimentaire protège l'agriculture paysanne des bas prix du dumping et des prix élevés de la spéculation dans les marchés nationaux.*

est de détruire nos propres pratiques agricole et technologies et de nous forcer à utiliser leurs technologies et intrants qui ruinent l'environnement et la santé de nos familles. Cette logique provoque des déplacements massifs d'agriculteurs, de communautés autochtones et de communautés noires vers des zones marginalisées, arides et sans ressources en eau. Les paysans et les paysannes doivent quitter leurs terres et migrer vers les villes où ils ont faim en raison du manque d'emploi et de l'argent.

La Via Campesina propose la souveraineté alimentaire comme sortie à la crise. La souveraineté alimentaire donne une réponse à la crise alimentaire depuis l'agriculture paysanne dont la vocation est alimenter les êtres humains. La souveraineté alimentaire protège l'agriculture paysanne des bas prix du dumping et des prix élevés de la spéculation dans les marchés nationaux. La souveraineté alimentaire élimine la relation entre le prix des aliments et celui du pétrole grâce aux méthodes de production agroécologiques.

Étant donné que l'usage des combustibles fossiles en agriculture industrielle et dans le transport international représente entre 30 et 40% des émissions de gaz d'effet de serre de la planète, la souveraineté alimentaire donne aussi une réponse aux crises climatique et énergétique. La relocalisation de la production et la consommation des aliments, couplée à leur production agroécologique élimineraient une des principales sources de gaspillage de combustibles fossiles, cause du réchauffement global. L'agriculture paysanne refroidit la planète.

La souveraineté alimentaire permettrait de retirer aux entreprises transnationales et au secteur privé le contrôle de nos inventaires d'aliments basiques, interdisant de les accaparer, de spéculer et l'expropriation forcée. L'interdiction de l'intromission des fonds du capital spéculatif dans les marchés des aliments est une des mesures clés pour limiter l'impact de la crise financière dans l'économie de la population.

Les paysans et l'agriculture paysanne alimentent les peuples du monde, les grands producteurs ont une vocation exportatrice. Il est devenu nécessaire d'établir une souveraineté alimentaire basée sur l'agriculture paysanne durable qui stabilise les prix des aliments et les récoltes, et qui permet une production paysanne d'aliments paysans dans toute la planète, ainsi qu'une production d'aliments biologiques et sains, avec des prix justes pour les producteurs et les consommateurs.



## 2. Qu'est-ce que l'agriculture paysanne durable?

L'agriculture paysanne n'est pas un « modèle économique de production », c'est un mode de vie, et il a donc des aspects complexes.

Les pratiques de production et de consommation que La Via Campesina défend ont les caractéristiques suivantes:

### **Les paysans et les petits agriculteurs sont au cœur du système de production**

Ce système est diversifié, fondé sur une agriculture familiale et paysanne, qui développe et perpétue une manière de produire dont les fondements culturels, ont été conçus et sont toujours pratiqués par des paysans, hommes et femmes, sur de fermes familiales. Ce modèle est capable de nourrir des populations entières. Il est en mesure de garantir à toute la population paysanne une vie, socialement, culturellement et économiquement digne à partir du travail de la terre et a fait ses preuves depuis de nombreuses générations.

Dans le modèle de l'agriculture paysanne, les droits fondamentaux sont respectés. Les bénéficiaires de toutes politiques devraient être les personnes et non le marché: nous parlons de sociétés rurales justes. Ce modèle protège les agriculteurs, hommes et femmes, les populations autochtones et les communautés noires, ainsi que leur patrimoine culturel et leurs valeurs, parce qu'ils sont la force vitale indispensable au fonctionnement du système

de production. S'il n'y a ni hommes ni femmes pour travailler la terre, il ne peut y avoir d'agriculture. Et sans agriculture, que mangeraient les gens?

### **Les femmes et les hommes sur le même pied d'égalité**

Les femmes sont traitées d'égal à égal avec les hommes et ont un accès complet aux moyens de production. Les femmes participent aussi entièrement aux prises de décisions par leurs communautés ainsi que dans les organisations qui les représentent.

### **La production est aussi autonome que possible**

La production est aussi autonome que possible, indépendante d'intrants extérieurs (engrais, pesticides, capitaux, semences hybrides...). Elle préserve les ressources naturelles qui sont utilisées dans la production (terre, semences, sol, biodiversité, eau, connaissances humaines diverses, etc.). Pour cela, la reproduction de semences dans les fermes paysannes et de la part des peu nombrables institutions publiques ou centres de recherche qui ne créent pas de patentes et qui ne s'enrichissent pas avec ainsi que le rejet des semences hybrides et brevetées sont fondamentaux. En Afrique, par exemple, 60% de l'agriculture est encore autonome; nous voulons maintenir et renforcer ce modèle.



### **Accès et contrôle sur l'usage des moyens de production**

Les paysans, hommes et femmes, et les communautés rurales devraient être en mesure de contrôler l'usage de la terre, de reproduire leurs propres semences, de contrôler l'usage de l'eau, et d'avoir accès à suffisamment de crédits. Cela leur permettrait de laisser aux générations futures un sol riche et fertile capable de fournir de nombreuses produits dans un système de production diversifié. Une véritable réforme agraire est indispensable pour remettre la terre dans les mains de ceux qui la travaillent et permettre de créer une agriculture paysanne dynamique!

### **L'agriculture paysanne est une production diversifiée**

Contrairement à la production industrielle qui travaille avec un système de monocultures, la production paysanne est diversifiée : sur une même surface on peut trouver jusqu'à 10-12 cultures ou produits différents, en plus des animaux et des arbres. L'agriculture paysanne combine et intègre de manière efficace la diversité des cultures végétales variées avec les animaux d'élevage (poissons, bovins, poulets, etc.).

### **Les marchés locaux et nationaux sont prioritaires**

Les besoins des collectivités locales et du marché national doivent être prioritaires. Les paysans et les

petits agriculteurs doivent avoir accès à leurs propres marchés locaux et nationaux. Ils doivent être en mesure de contrôler la manière dont les cultures sont transformées et commercialisées (localement) en collaboration avec les communautés urbaines et les consommateurs afin que les produits soient vendus à des prix équitables pour les producteurs et les consommateurs. Les traités actuels de libre commerce ruinent les agriculteurs, car ils sont employés pour libéraliser les marchés des aliments, et imposent des prix misérables aux paysans du monde ; c'est pourquoi nous demandons que la OCM ainsi que les traités multi- ou bi-latéraux de libre commerce restent en dehors de l'agriculture.

### **Alimentation de haute qualité**

Ce modèle produit de la nourriture diverse et culturellement appropriée pour la consommation alimentaire dans les lieux les plus proches de la production. Cela permet de réduire les coûts des transports ainsi que ceux des transformations industrielles inutiles.

### **Technologie appropriée**

L'agriculture paysanne est dynamique, elle intègre des innovations et nécessite d'intégrer un mélange de traditions et de connaissances et technologies agroécologiques modernes. Cette technologie doit être adaptée au mode de production respectueux de l'environnement. Elle doit être contrôlée par les paysans eux-mêmes. La technologie doit être au service des gens et non pas au service du capital, générant des profits pour les banques et l'industrie. Nous nous opposons aux OGM et aux produits chimiques agraires.

### **La connaissance des familles paysannes et des populations indigènes est la clé**

Ce modèle considère que les connaissances et expériences traditionnelles des populations autochtones sont la clé pour son développement. Elle soutient les variétés et races locales, ainsi que la biodiversité dans l'environnement (flore et faune).

### **Promouvoir des méthodes agroécologiques**

Les méthodes de production agroécologiques visent

*L'organisation sera d'autant plus forte et elle contrôlera son propre destin, dans la mesure où elle maintiendra une autonomie par rapport aux grandes entreprises, aux partis politiques, aux ONGs*

à obtenir des produits alimentaires de bonne qualité sans nuire à l'environnement, et tout en améliorant et en conservant la fertilité des sols (ce grâce à un bon usage des ressources naturelles et de la plus petite quantité possible de produits chimiques industriels). L'agroécologie requiert un développement technologique basé sur les connaissances indigènes et traditionnelles et sur la science agroécologique, laquelle favorise la protection de l'environnement naturel, la biodiversité, la viabilité économique et sociale et ce de façon durable. L'expérience de beaucoup d'organisations membres de Via Campesina, plus particulièrement celle de LANAP à Cuba, ont démontré que la méthode « paysan à paysan » (agriculteur à agriculteur) est le meilleur moyen pour les familles paysannes de développer et de partager leurs propres moyens de cultures, systèmes et technologies agroécologiques. En revanche, les méthodes conventionnelles dites « top down » des institutions internationales et les multinationales, conduisent à utiliser des technologies inappropriées qui détruisent l'environnement, empoisonnent les gens, mènent les agriculteurs à la faillite, et enrichissent le secteur privé. Une production diversifiée est la clé pour répondre à tous les besoins et obtenir une forme stable de la production.

### **L'agriculture paysanne est liée à un espace géographique ou un territoire**

L'agriculture paysanne est liée à un espace géographique spécifique, un territoire. Les paysans et les paysannes sont enracinés là où ils ont construit des moyens de subsistance depuis de nombreuses générations. On ne peut pas comprendre l'agriculture paysanne sans comprendre les liens des peuples à leurs terres et territoires.

### **Pilier de l'économie locale**

L'agriculture paysanne emploie de nombreuses personnes, et pas seulement à ceux qui travaillent directement dans la production. L'agriculture paysanne est un pilier de l'économie locale et contribue

à maintenir et à accroître l'emploi rural et permet la survie de villes et villages. Elle permet aux collectivités de renforcer leur propre culture et leur identité. Une économie rurale paysanne bien répartie sur le territoire assure aussi les fondements d'un développement économique national solide.

### **Ce modèle permet de mener une vie digne pour tous**

Ce modèle devrait permettre un revenu suffisant, ainsi que des soins de santé de qualité et l'éducation pour tous les membres de la communauté (hommes, femmes, personnes âgées et enfants, petits agriculteurs, paysans et travailleurs agricoles).

### **Modèle basé sur une organisation paysanne autonome**

L'organisation communautaire est fondamentale, car elle permet d'établir des liens plus solides qui consolident le processus de production et échange. L'organisation sera d'autant plus forte et elle contrôlera son propre destin, dans la mesure où elle maintiendra une autonomie par rapport aux grandes entreprises, aux partis politiques, aux ONGs, etc.

### **La coopération plutôt que la compétition et les conflits**

La solidarité et la coopération et non la concurrence et la compétition devraient être un principe de base des organisations pour résoudre les conflits à propos de l'usage de la terre et de l'eau. Il y a une volonté de chercher des solutions justes pour tous aux conflits d'intérêts entre paysans propriétaires de terres, travailleurs agricoles et familles sans terre, peuples éleveurs et pasteurs et populations autochtones. Nous devons tenir en compte les besoins en terre pour les pâturages des peuples nomades, avec des accords justes qui évitent les conflits.

### **Des liens directs avec les consommateurs et les organismes en milieu urbain**



Les organisations et communautés paysannes devraient développer des liens directs avec les consommateurs et les groupes urbains pour échanger produits et services. Cela permettra aux communautés de jouir du fruit de leur travail au lieu de voir leurs revenus filer dans les poches des multinationales et de distributeurs.

## II. L'agriculture paysanne nourrit le monde et est beaucoup plus productive que la production industrielle

À l'heure actuelle, la production alimentaire est suffisante pour nourrir le monde et il y a encore un énorme potentiel pour accroître cette production. De plus, la productivité totale, par unité d'aire, de la production paysanne est beaucoup plus élevée que celle de la production industrielle, pouvant être jusqu'à 10 fois supérieure. Les modèles industriels affichent «de meilleurs rendements à l'hectare» par des produits spécifiques. Mais l'agriculture typiquement paysanne produit plusieurs cultures et divers produits animaux sur le même terrain, son travail est plus rentable par unité d'aire et économiquement plus efficace. La qualité du travail de la famille paysanne est également meilleure : le maintien de la productivité du sol est meilleur et l'emploi d'intrants industriels achetés moindre. D'autre part, les paysans produisent des aliments directement pour les communautés qui en ont besoin, permettant un accès direct à la production et à l'alimentation à un plus grand nombre de personnes. Les paysans gèrent d'autres biens culturels, tels que les forêts ou les ressources aquatiques de façon plus efficace et durable.

Sur les grandes exploitations industrielles, le travail humain est remplacé par la mécanisation et l'achat d'intrants industriels (semences, pesticides et engrais). Cela nécessite des systèmes de production simplifiés (monoculture). Bien que le rendement d'un produit (la mono culture) soit plus élevé, la production totale diminue de façon spectaculaire, et la destruction du sol augmente. Enfin, l'efficacité globale des différents facteurs productifs est moindre sur les plus grandes exploitations agricoles que sur les petites ou moyennes fermes.

### L'agriculture paysanne refroidit la planète

Les « solutions » des corporations et de leurs



gouvernements à la crise climatique –basées sur des mécanismes de marché- représentent une menace pour l'agriculture paysanne. L'agriculture durable à petite échelle et la consommation de produits alimentaires locaux permettra de stopper la dévastation actuelle et permettra à des millions de familles d'agriculteurs de se maintenir.

L'agriculture durable à petite échelle, qui demande beaucoup de travail et nécessite peu d'énergie, peut effectivement contribuer à stopper et inverser les effets du changement climatique:

- En stockant plus de CO<sub>2</sub> dans la matière organique du sol par le biais de la production durable.
- En substituant des engrais azotés chimiques par des engrais organiques et / ou des cultures fixatrices d'azote (plantes qui captent directement l'azote de l'air) cela se pratique en agriculture biologique.
- Moyennant la génération, le stockage et l'usage décentralisé des sources alternatives d'énergie.

Il est maintenant urgent de paralyser les vrais émetteurs de gaz à effet de serre, au lieu de pénaliser l'agriculture paysanne. Le mécanisme du « marché du carbone » n'est pas acceptable, il ne détient ni punit les responsables.

## III. La défense d'un modèle où le pouvoir est redonné aux hommes et les femmes et non aux multinationales

Les entreprises essayent de détruire le modèle paysan afin de les convertir en habitants de bidonvilles ou en travailleurs journaliers pour leurs plantations, et en consommateurs de leurs aliments industriels.

Les paysans, les populations autochtones et les travailleurs agricoles sont soumis à des prix extrêmement bas pour leurs produits agricoles et/ou leurs salaires. La libéralisation totale des marchés conduit les paysans à la ruine, les obligent à quitter leurs terres et leurs villages. L'industrie a promu un modèle basé sur la monoculture, la production animale stabulée de type «usine à la campagne » et les OGM, employant d'énormes quantités de pesticides dangereux et gaspillant d'énormes quantités d'énergies fossiles (engrais chimiques, la mécanisation intensive, etc.). Tout ceci a provoqué la contamination transgénique, une accumulation dangereuse de PCB, de DDT et autres plaguicides, mais aussi de composés de métaux lourds dans les sols, les eaux et l'écosystème marin.

Les coûts de production élevés de ce que l'on appelle «la Révolution Verte» (imposition de l'usage d'intrants industriels coûteux) absorbent toute augmentation possible des revenus et empêchent les paysans pauvres d'utiliser leurs propres méthodes de production.

En général, l'énorme besoin d'énergie fossile dans l'agriculture industrielle et le transport des aliments sur de longues distances, en fait une des principale cause de la crise climatique.

Le modèle d'agriculture industrielle augmente la désertification en détruisant les sols par érosion, salinisation, compactage et/ou épuisement et pollue et détruit les réserves en eau à cause de l'irrigation intensive.

L'agriculture industrielle accélère la déforestation, aggrave la crise climatique et provoque d'énormes pertes dans la biodiversité. Plus de 5000 espèces de notre patrimoine génétique disparaissent chaque année.

Elle provoque, également, une augmentation du nombre d'épidémies chaque fois plus dangereuses provoquées par les monocultures, la standardisation génétique des plantes et animaux, l'éradication des ennemis naturels de ces épidémies et l'augmentation de la résistance aux insecticides et pesticides. Elle provoque également de nouvelles maladies humaines dans la production confinée et à grande échelle de bovins, porcins

et volailles. Les produits obtenus plus coûteux, de mauvaise qualité et hautement transformés, sont nocifs pour la santé.

Dans les zones rurales, ce modèle industriel de production provoque la création d'une classe sociale croissante, composée de personnes sans terre et sans travail, qui migrent vers les villes. Elle provoque également une faim endémique, la malnutrition et la misère. L'impact négatif des aliments industriels dans la santé exige que la santé publique dégage un budget important, ainsi que de temps et des ressources humaines et matérielles, pour soigner des maladies qui ne devraient pas exister.

Le modèle industriel capitaliste actuel exerce aussi une action spéculative sur les terres agricoles, et les soumet, avec la complicité des gouvernements, à des expropriations et ventes forcées (appelées « lands grabs ») pour la construction de complexes industriels, pour l'agriculture industrielle de grande échelle, pour les infrastructures, les industries minières, et l'urbanisation, etc. Activités qui dégagent beaucoup de bénéfices pour les corporations et favorisent le dépouillement des personnes de leurs terres et territoires et les déplacements forcés dans des conditions qui empirent, en employant les forces policières, militaires et paramilitaires, et de sécurité privée, qui assassinent les paysans, détruisent les communautés et créent une ambiance de peur et répression. La misère et la violence de ce modèle

*Les coûts de production élevés de ce que l'on appelle «la Révolution Verte» absorbent toute augmentation possible des revenus et empêchent les paysans pauvres d'utiliser leurs propres méthodes de production.*

affectent particulièrement les femmes et les enfants, qui souffrent plus des violences et de mauvais traitements, au delà de leur surexploitation et des violations de leurs droits.

#### **IV. Via Campesina rejette avec détermination ces méthodes agricoles industrielles, même lorsqu'il s'agit supposément d'agriculture biologique**

Nous devons nous méfier des concepts de durabilité proposés par les corporations multinationales et leurs gouvernements. Ils tentent tout simplement de remplacer les intrants qui ont des effets négatifs sur l'environnement par d'autres intrants qui sont moins destructeurs, sans modifier la structure du système. Cette stratégie est uniquement basée sur la recherche de nouveaux intrants et ne remet pas en question la

#### **Plan de Travail 2009-2011**

##### **1. Transformation des modes de production**

###### **A. Réseau de formateurs en agroécologie à la Via Campesina LVC:**

L'articulation d'un réseau de programmes, des projets, des écoles et des formateurs dans l'agroécologie dans la Via Campesina, avec des dimensions continentale, puis globale, permettra de renforcer le travail qui est en train de se réaliser au niveau local, national et régional au sein de VC.

Il posera les bases pour de futures synergies et facilitera aussi l'échange d'expériences, de méthodologies, matériels, enseignants, etc. Dans l'état actuel des moyens de communication, ce réseau vise à être un outil pour l'agriculture paysanne durable dans le monde entier.

Ce réseau va se construire moyennant des rencontres continentales en Amérique (Venezuela, du 10-20 août 2009), Asie (2010), Afrique (2010) et Europe (2010), qui seront suivies d'une rencontre globale (2011). Les participants dans ces réunions ont la responsabilité de créer des structures de communication et d'échange, en fonction de leurs besoins. Ils développeront des programmes de travail, qui incluent les cours, ateliers et stages de formation, le rassemblement et la production de matériels éducatifs, des échanges, etc. Ils faudra

structure même de la monoculture ou la dépendance générée par l'usage de tous les intrants, quelque soit leur classe. Les multinationales utilisent les fondations, ONG's et institutions gouvernementales pour se camoufler, en les utilisant pour promouvoir la vente de leurs produits aux agriculteurs. Dans d'autres domaines, les sociétés multinationales développent des programmes de soutien social pour nettoyer leur image face au public, tandis qu'elles ferment des contrats de production avec les paysans à des prix de misère et les obligent à acheter leurs coûteux intrants. Le résultat étant que les paysans sont maintenus dans la pauvreté ou font faillite ce qui les oblige à abandonner leurs terres. Les corporations se sont également appropriées des aliments « bio », il faut donc faire une différence entre les bio industriels et les bio paysans.

également construire des réseaux d'alliés (chercheurs, professeurs, ONGs etc.) qui peuvent nous aider lors de demandes ponctuelles de formation ou élaboration de matériaux. Pour chaque rencontre sera élaborée un programme de travail.

###### **B. L'échange d'expériences**

L'expérience de « paysan à paysan » nous démontre que les échanges d'expériences, par le biais de l'apprentissage horizontal, sont les outils les plus efficaces pour répandre les pratiques agroécologiques de l'agriculture paysanne durable. Des cas exemplaires seront identifiés sur chaque continent, grâce aux réseaux créés et des visites d'échange avec d'autres pays seront organisées pour apprendre de l'expérience. Plus particulièrement, il s'agira d'identifier des « problèmes » ainsi que des « solutions » dans plusieurs endroits, de façon à orienter la planification qui devra prioriser les échanges nationaux et régionaux.

###### **C. Documentation, systématisation et socialisation des expériences d'agroécologie, l'agriculture paysanne durable et la souveraineté alimentaire**

Une fois que les cas les plus intéressants seront identifiés,

ils seront analysés et systématisés. Les savoirs acquis par ce travail seront publiés dans des livres, prospectus d'éducation populaire et documents audiovisuels de façon à être socialisés au sein de Via Campesina et de ses alliés, en tant que composants du processus d'apprentissage horizontal. Cette Commission publiera, au sein de Via Campesina, une « bibliothèque » qui recueillera les meilleures expériences en agriculture paysanne durable, en agroécologie, en souveraineté alimentaire et relatives aux réponses proposées face au changement climatique.

###### **D. Matériels pédagogiques et de diffusion (Bibliothèque d'étude)**

Dans le but de donner au mouvement une perspective propre, et large, de l'agroécologie et l'agriculture paysanne durable, une série (mini-bibliothèque d'étude) de 7 livres sera publiée. Il pourra s'agir de livres complets (tel que Agroécologie de Miguel Altieri) et/ou de volumes créés à partir d'articles publiés. Les matériels seront traduits dans les 4 langues officielles de La Via Campesina (espagnol, anglais, français et portugais). Un effort sera également fait pour rassembler du matériel éducatif et des documents importants, et pour assurer sa mise à disposition sur un aparté spécifique de la page web de La Via Campesina.

###### **2. Une campagne pour montrer au public les avantages de l'agriculture paysanne durable et la lutte contre le modèle de l'agriculture industrielle transnationales**

Il est nécessaire que cette commission élabore et favorise un processus d'analyse, de réflexion et de débat interne, ainsi que dans et entre les organisations de la Via Campesina, sur nos stratégies de lutte contre le modèle dominant d'agriculture industrielle des entreprises transnationales. Dans la lutte pour défendre l'agriculture paysanne, la Via Campesina doit développer et maintenir des arguments sur les mérites de celle-ci, tels que : l'agriculture paysanne durable:

- a. Peut nourrir le monde
- b. Peut refroidir la planète (nous sommes la solution



*Un effort sera également fait pour rassembler du matériel éducatif et des documents importants, et pour assurer sa mise à disposition sur un aparté spécifique de la page web de La Via Campesina.*

*aux changements climatiques).*

*c. Est un engagement avec la construction de sociétés durables et justes pour les producteurs et les consommateurs.*

*d. Est l'alternative aux produits transgénétiques, l'agrotoxiques, etc (e n'en n'a pas besoin).*

*e. Génère, avec la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, des moyens durables de subsistance qui redondent dans des bénéfices pour la communauté.*

*f. S'appuie sur les méthodes «paysan à paysan» car elles sont supérieures à celles «ONG à paysan» ou «technicien vertical à paysan».*

Des arguments et données viendront à l'appui de ces affirmations, dans le but de publier des dossiers convaincants et des matériels de diffusion pour chacune d'entre elles.

### 3. Politiques publiques pour l'agriculture paysanne durable et la souveraineté alimentaire

La Via Campesina doit progresser dans la formulation et la promotion des politiques publiques pour l'agriculture paysanne durable et la souveraineté alimentaire. En particulier dans les cas où nous comptons avec l'appui de gouvernements «réceptifs», nous devons exercer une influence sur le processus de la formulation, de mise en œuvre et de fiscalisation de ces politiques, aux niveaux locaux, provinciaux et nationaux.

Cette Commission, en coordination avec la Commission de Souveraineté alimentaire, la CCI et la SOI organisera un Séminaire Interne (Via Campesina et alliés) sur les politiques publiques des Etats pour la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne durable (début 2010). Nous devons également renforcer notre participation au sein des dialogues déjà en cours avec les gouvernements nationaux et locaux, ainsi que dans les processus régionaux (ALBA, Petrocaribe). Nous proposons d'initier la construction d'un espace partagé, considéré très nécessaire, et d'un processus d'échange, de soutien et de dialogue permanent avec les gouvernements, et les fonctionnaires réceptifs (secteur d'agriculture, commerce interne, aliments, santé, éducation, etc). Nous proposons de commencer par une série de 3 conférences annuelles (2009-10, 2010-11, 2011-12) sur «l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, politiques d'État, programmes, instruments, mécanismes et institutions.» Les pays d'accueil potentiels sont le Venezuela (nous avons déjà pris les premiers contacts avec des réponses favorables), l'Équateur, la Bolivie et Cuba. Les possibles financeurs le gouvernement bolivarien du Venezuela, la Banque de l'ALBA et Petrocaribe.

### 4. Stratégie d'alliances

Pour le travail de la Commission, et plus particulièrement pour ce qui précède, il faut identifier

les besoins d'alliances et les alliés potentiels pour chaque sujet, puis construire des alliances avec les alliés désirés. Ces alliés peuvent être des professeurs, chercheurs, des ONGs, des donateurs, d'autres organisations paysannes et/ou indigènes, ainsi que d'autres secteurs tels que les consommateurs, les environmentalistes, les populations urbaines, etc.

### 5. Fonctionnement de la Commission et de Recherche des Ressources

La coordination politique et l'appui technique actuel de la Commission sont ratifiés. Les deux personnes déléguées de chaque région assument la tâche de coordination des activités de la Commission, dans leurs régions respectives, avec l'appui du personnel technique de leurs régions, et en coordination avec leurs délégués régionaux au sein de la CCI.

La Commission se réunira à nouveau cette année, à La Havane lors de la II Rencontre Internationale du Mouvement Agroécologique «paysan à paysan» qui se tiendra du 16 au 2 novembre, et dont la suivante réunion aura lieu en 2011.

Chaque région réalisera une recherche intense de ressources financières pour appuyer ce programme de travail. Ceci requiert un travail de nature politique de la part des délégués, ainsi que l'appui du personnel technique des organisations, des régions, de la CCI et de la SOI.

Cette rencontre doit ratifier la structure de fonctionnement et arriver à un accord au sujet des mécanismes de communication à établir

Il faut procéder à une recherche intensive de ressources financières dans chaque région et dans le monde, pour soutenir le plan de travail de la Commission. Cela exigera un travail politique de la part des délégués, l'appui du personnel technique des organisations et des régions. Nous devons prendre des engagements au cours de cette réunion.

# Débat concernant le concept d'Agroécologie

**N**ous, hommes et femmes paysannes, peuples indigènes, afro-descendants et processus sociaux émergents, représentant 46 organisations de 16 pays, sommes réunis pour la 1ère Rencontre Latino Américaine des Formateurs d'Agroécologie dans La Via Campesina (LVC), du 10 au 20 Août 2009 à l'Institut Universitaire Agroécologique "Paulo Freire" (IALA) à Barinas, Venezuela. Nous déclarons que l'Agroécologie est nécessaire afin que nos peuples puissent garantir la Souveraineté Alimentaire et Énergétique pour l'émancipation humaine. De plus, l'agroécologie est vitale pour l'avancement de la lutte de nos peuples pour construire une société dans laquelle il n'y a pas de propriété privée des moyens de production ou de l'héritage naturel, où il n'y a pas de forme d'oppression ou d'exploitation, et où l'objectif n'est pas l'accumulation économique.

L'Agroécologie fait partie de notre ancestralité, et

notre manière dynamique et rationnelle d'être et de faire partie de la nature, respectant sa biodiversité, ses cycles et son équilibre. C'est l'une de nos formes de lutte contre l'avancement du capitalisme et de toutes les formes de domination, ainsi donc, c'est une construction politique, populaire, sociale, culturelle, ancestrale, scientifique, économique, stratégique et basée sur la classe.

L'agroécologie est capable de, et devrait, nourrir tous nos peuples, et doit être accompagnée par une intense lutte politique pour la souveraineté alimentaire et énergétique, la défense et la récupération de territoires, par une authentique réforme agraire et urbaine.

À partir de notre perspective sur l'agroécologie, nous rejetons toute certification externe des fruits de notre travail – nous ne devrions pas permettre l'échange commercial dans des sceaux de certification créés par des corporations – au lieu notre garantie consiste en la dureté de nos mains, en nos éthiques, en l'espoir que vous pouvez voir dans nos yeux, en nos bannières de



lutte que nous avons planté en plein cœurs des grands domaines privés (latifundios), en nos racines, en nos veines ouvertes dans la lutte, et en notre sang qui a fertilisé le sol depuis tant de siècles.

L'agroécologie devrait être massive et internationale. Le savoir accumulé par nos peuples devrait contribuer au développement de nouvelles forces productives basées sur la Nature et le travail humain, nous donnant le temps et les conditions nécessaires pour organiser toutes les autres dimensions de nos vies; c'est à dire, nos luttes, communautés, cultures, éducation, festivals, et autres.

L'agroécologie inclut : soins pour et en défense de la vie, production alimentaire, et conscience politique et organisationnelle. À travers elle nous avançons dans notre processus de coopération, en transformant et ajoutant de la valeur à nos produits (agroindustrie de petite-échelle), dans l'échange des fruits de notre travail, et dans la promotion d'une alliance entre les gens de la campagne et ceux de la ville.

Dans notre processus d'estimation vers un concept d'agroécologie, nous avons mené un exercice collectif

basé sur l'explicitation des aspects que nous défendons comme faisant partie de ce que LVC voit comme l'agroécologie, et ceux que nous rejetons ou que nous sentons qui n'ont pas de place dans notre vision de l'agroécologie.

Notre intention en partageant ces listes est de refléter tous les enjeux que nous avons abordés, et qui nous ont aidé à approfondir le débat. Nous comprenons que nos efforts lors de cette Rencontre ne sont que des données initiales ou «détonatrice» pour induire l'enrichissement continu de notre vision dans de futures Rencontres de LVC.

Durant nos débats, qui ont pris place dans les divers espaces et moments de cette Rencontre, nous avons identifié deux éléments où nous devons continuer à approfondir notre réflexion et analyse, pour accomplir des principes et pratiques communes qui nous permettent d'avancer ensemble dans la construction d'une nouvelle société, et nous permettre de nous approcher plus encore de ce que nous, en tant que La Via Campesina, voulont dire par «agroécologie». Ce sont:

- Agroecology as an instrument of struggle for socialism. Every organization and people builds their own process according to their own reality and national context.
- The concept of scale in agroecological production.

LO QUE DEFENDEMOS...	LO QUE RECHAZAMOS...
L'intégration de l'humanité, en harmonie et équilibre, avec la nature.	Académisme and Technicisme.
Instrument de lutte contre le capitalisme et pour une société juste.	La certification des semences et des fruits de notre travail.
C'est une manière de concevoir les vies ancestrales et émergentes de nos peuples et communautés.	La standardisation des régimes de nos peuples et la malbouffe (McDonalds, etc.).
C'est un processus social et politique qui lutte pour la récupération intégrale de la souveraineté alimentaire et une authentique réforme agraire.	Commercialisme.
Échange et coopération entre des populations, et combattre toutes les formes d'oppression et d'exploitatio.	Agrochimiques.
La réforme agraire est nécessaire pour rendre l'agroécologie viable.	Motivation du profit individuel et économicisme.
L'intégration des avancées scientifiques avec les savoirs traditionnels de nos peuples.	La privatisation du savoir.
L'agroécologie est un processus dynamique.	Grands domaines privés (latifundio).
Souveraineté Énergétique, Hydrologique, Génétique, Technologique et Territoriale.	Monoculture.


LO QUE DEFENDEMOS...	LO QUE RECHAZAMOS...
Bâtit de nouvelles relations au sein de la famille contre le Patriarcat.	Agrobusiness.
Un outil pour la transformation collective de la réalité.	Ambition et égoïsme.
Respect pour la Terre Mère et la Nature.	Hégémonie du Capitalisme.
Construit l'autonomie.	Verticalisme de haut en bas.
Ne contamine pas l'environnement.	Corruption.
Requiert de l'eau propre, non-polluée.	Manipulations génétiques (OGMs, semences hybrides, etc.).
Restore l'équilibre de la Nature.	Patents on Life.
Le droit et l'obligation pour nos peuples.	Privatisation et monopole de l'éducation, des soins de santé, de l'héritage naturel et des agroécosystèmes.
C'est la biodiversité.	Spéculation (financière, hoarding, etc.).
L'Agroécologie est de l'Idéologie.	Consumérisme (matérialisme consumériste.).
L'Agroécologie est de la science.	Patriarcat et autres relations d'exploitation.
Requiert de la recherche portée par le peuple et au service du peuple.	L'appropriation des processus productifs par les corporations transnationales.
Basée sur des processus sociaux horizontaux.	Ce n'est pas de la simple «agriculture biologique».

LO QUE DEFENDEMOS...	LO QUE RECHAZAMOS...
Utilise des technologies qui sont acceptées socialement et adoptées par les populations paysannes et indigènes comme outils pour la transformation.	Le déplacement forcé de populations rurales.
Améliore la qualité de la vie et les conditions de travail pour les fermiers paysans et les travailleurs agricoles.	La séparation des êtres humains d'avec la Nature.
Valorise les savoirs populaires et traditionnels.	N'est pas "seulement une alternative".
C'est de l'action collective basée sur les principes de la coopération.	Le Capital ne fait pas "d'agriculture" – il produit des commodités, des relations sociales d'exploitation, et la destruction de la nature.
C'est planter la semence d'une nouvelle société.	Substitution d'intrants.
L'Agroécologie a des dimensions culturelle, politique, sociale, technique, environnementale, organisationnelle et stratégique.	"Agriculture écologique" qui se limite à produire de la nourriture.
Libératrice	Juste une politique ou une loi.
La défense des semences indigènes.	Que "l'éducateur," "technicien ou agronome," ou "dirigeant" sont les "protagonistes".
Requiert la lutte contre les grands propriétaires terriens (landlords).	Production isolée.
Devrait aussi bien être appliquée dans les espaces urbains.	



*La agroecología debe reforzar la identidad que incluya a los campesinos, indígenas afrodescendientes y otras expresiones sociales emergentes*

# Rencontre Asiatique sur l'Agroécologie\*

 \*La Vía Campesina, Colombo, Sri Lanka, 18-22 Mai 2010.

LO QUE DEFENDEMOS...	
Diversification productive pour garantir l'auto approvisionnement.	
L'agroécologie peut et devrait nourrir le monde.	
Devrait solidifier notre identité collective qui inclut des paysans, peuples indigènes, afrodescendants, et d'autres expressions sociales émergentes.	
Le caractère des relations entre peuples, communautés et organisations devrait être clair, incluant la solidarité et la coopération.	
Cela devrait réaffirmer notre sentiment d'appartenance à l'agriculture.	
C'est un processus qui permet la reconstruction écologique tout en favorisant le changement radical.	

LA STRUCTURE DE LA POLITIQUE SUR L'AGROÉCOLOGIE
<p><b>La Nécessité d'une Politique de l'Agroécologie:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Besoin est d'une politique pour l'Agroécologie, au niveau national, pour régénérer notre système agricole de manière à ce qu'il soit environnementalement et économiquement durable, et socialement et culturellement acceptable et juste.</li> <li>• Quelle aide à diffuser et propager le système agricole durable agroécologique de manière à libérer les paysans et agriculteurs de l'agrobusiness corporative, du trou sans fond de l'endettement et la menace des chimiques toxiques, OGMs, brevets et de l'usage inefficent des ressources en eau?</li> </ul>
<p><b>Visée d'une Politique de l'Agroécologie:</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Sauver les agriculteurs et l'agriculture de la présente crise agraire et réaliser une réforme agraire qui est en faveur des gens et non en faveur des corporations, décourager et déconnecter de tous les éléments de commercialisation de l'agriculture.</li> <li>b. Assurer la subsistance des populations rurales et des communautés agricoles et faire une contribution positive à la production et productivité dans le secteur agricole,</li> <li>c. Assurer l'usage des ressources locales (comme les semences, fumiers, etc.) sans contrôle monopolistique des entreprises transnationales.</li> <li>d. Contrer les présentes politiques néolibérales sur la terre, l'eau, les semences, les marchés.</li> <li>e. Conserver la base des ressources environnementales et le savoir traditionnel et les préserver pour la génération à venir.</li> </ol>



**La Politique de l'Agroécologie doit garantir:**

1. La souveraineté alimentaire.
2. Le droit humain fondamental à l'accès et/ou la production d'aliments.
3. Un système agricole paysan de base familiale/communautaire (avec un respect égal aux hommes et femmes) qui soit diversifié, en harmonie avec la nature, et incarné dans les cultures locales.
4. Un système agricole qui approvisionne les personnes et NON PAS le MARCHÉ
5. Un système agricole qui supporte une rémunération juste des travailleurs agricoles et qui garantit leur sécurité alimentaire.
6. Une réforme agraire démocratique qui garantit l'accès équitable à la terre afin de ramener les gens dans leurs champs.
7. La protection contre les interventions technologiques jusqu'à ce que leur sécurité soit prouvée selon les standards locaux de sécurité, durabilité, santé et environnement.
8. La protection contre l'incorporation et l'application de technologies hasardeuses – ex. les fertilisants et pesticides chimiques et l'ingénierie génétique – qui sont nocives pour la santé, l'environnement, la campagne, la biodiversité, les animaux et les sources d'eau;
9. La protection et conservation de l'agro-biodiversité, la diversité de variétés, forestière, animale et aviaire.
10. La protection et conservation du savoir local indigène à propos de la nourriture et de sa production, et garantir que son contrôle soit dans les mains des communautés locales.
11. L'«empowerment» des communautés locales pour contrôler leurs vies;
12. La protection des connaissances et ressources indigènes de l'exploitation et de l'appropriation commerciale à travers des brevets et systèmes de Droits de Propriété Intellectuelle (IPR).
13. Les droits des communautés locales à sur leur alimentation, semences, terre, eau et ressources naturelles.
14. Les droits des communautés locales à former des coopératives et fédérations d'agriculteurs pour entrer volontairement et collectivement au marché durable et juste pour commercialiser ses produits EXCÉDENTS, au niveau local et national.
15. Les droits des agriculteurs de recevoir des prix 'justes' et 'rémunératifs' pour leurs produits, qui leur permettent de couvrir les coûts de leurs terres, la main d'oeuvre, les coûts de production et une marge de profit qui leur permette de vivre avec dignité.
16. La protection contre la manipulation des prix, la spéculation, le dumping et les importations non nécessaires et les règles injustes des traités bi- et multilatéraux de commerce.
17. Que la politique d'agroécologie soit concurrente avec les lois et politiques sur la terre, l'eau, les semences, les aliments, la biodiversité, bio sécurité, etc. Dans le cas où des politiques ou lois entreraient en conflit avec les provisions de la politique d'agroécologie, cette dernière primerait sur les premières.

# Recommandations pour la Campagne mondiale des semences de La Vía Campesina\*



\*Tel que discuté lors du Forum  
«Défendons les semences paysannes pour la  
vie et l'avenir de l'humanité» Bali, en  
Indonésie, mars 2011.

**D**u 7 au 11 mars 2011, nous avons tenu une réunion de près de 40 représentants des organisations membres de Via Campesina en provenance d'Indonésie, de la Corée du Sud, de l'Inde, du Madagascar, de la France, du Mexique, du Brésil, du Chili et d'El Salvador. Il a été le premier forum international des paysans producteurs de semences de Via Campesina «Défendons les semences paysannes pour la vie et l'avenir de l'humanité».

La grande majorité des organisations au sein de La Via Campesina effectue déjà des activités liées à la défense et au développement des systèmes de semences paysannes. Il s'agit notamment des campagnes politiques contre les menaces de l'industrie semencière et contre la criminalisation des paysans producteurs de semences paysannes, la défense de ces systèmes devant le grand public et le travail contre

la législation nationale et internationale permettant et encourageant la privatisation des semences. Plus important encore, il y a beaucoup de travail réalisé directement avec les semences, une tâche dans laquelle les paysannes sont des protagonistes importantes: la récupération des variétés locales et des connaissances associées, ainsi que la valorisation, la conservation, la reproduction, la sélection, la multiplication, l'échange et la vente de semences paysannes par le biais de nos organisations.

Nos communautés indiquent que nos propres semences paysannes sont meilleures de plusieurs points de vue comparées aux semences industrielles. Les semences de l'industrie exigent d'immenses quantités d'intrants chimiques, d'eau et des machines qui détruisent notre santé et celle de l'environnement. Elles sont incapables de s'adapter aux variations climatiques. Elles poussent les agriculteurs vers l'endettement, la dépendance et à l'abandon des cultures





destinées à l'alimentation locale au profit de cultures d'exportation industrielle. Les semences paysannes constituent des systèmes vivants. Sélectionnées et multipliées dans les champs où elles sont cultivées, elles sont capables de s'adapter aux conditions locales et aux changements climatiques sans l'utilisation de poisons chimiques et de technologie industrielle. Elles répondent convenablement aux besoins alimentaires de nos peuples et elles sont dans nos mains, sous notre contrôle et nos soins. Elles représentent une véritable alternative aux semences hybrides et aux OGM produits par les entreprises. Nous sommes conscients que pour atteindre la souveraineté alimentaire nous devons aussi réaliser la souveraineté semencière.

Au delà de toutes les activités que nous avons déjà réalisées avec nos propres semences, nous voyons la nécessité de renforcer la Campagne mondiale actuelle des semences de La Vía Campesina «Le patrimoine de nos peuples au service de l'humanité» afin qu'elle puisse approfondir, élargir et relier notre travail présent par le soutien mutuel, l'échange, la formation, l'éducation et des activités politiques

conjointes. Nous proposons que la campagne soit menée aux niveaux international, régional, national et local, et qu'elle soit développée selon deux axes: 1) celle d'une lutte politique pour défendre les droits des peuples autochtones et des paysans à produire et à conserver leurs semences, et 2) le renforcement pratique et la promotion des systèmes de semences paysannes. Dans ce travail, la campagne de semences peut relier le travail d'au moins trois des commissions internationales actuelles de La Vía Campesina: la biodiversité et les ressources génétiques; l'agriculture paysanne durable; la souveraineté alimentaire.

Par conséquent, nous avons formulé des recommandations visant à renforcer et à réorganiser la campagne sur les semences:

#### **Principes généraux et orientations de la campagne**

- La campagne doit agir simultanément aux niveaux **régional/international, national et local**, elle devrait être développée à la fois en tant qu'une **lutte politique** pour défendre les



*Il est urgent de débattre en interne sur le langage que nous utilisons pour décrire nos systèmes de semences paysannes. Nous pensons que nous devrions éviter d'utiliser le vocabulaire dominant de l'industrie, comme «banques» de semences et «ressources génétiques». Il serait préférable qu'on utilise des expressions comme «semences paysannes», «maisons de semences paysannes», «granges de semences», «greniers».*

systèmes de semences paysannes et indigènes et les droits collectifs des agriculteurs sur ces semences, ainsi que par le **renforcement pratique** et la promotion des systèmes de semences paysannes, c.à.d., à travers la production de semences.

- Nous devrions **démontrer systématiquement la relation directe que les semences paysannes ont avec d'autres domaines importants de travail au sein de La Via Campesina**: l'agriculture paysanne durable, l'agro-écologie, la souveraineté alimentaire, la lutte contre Monsanto, la réforme agraire et la défense de la terre et au territoire, les femmes, la formation politique et sur l'agro-écologie, le changement climatique, la crise alimentaire, les politiques publiques et les Droits des paysans. En d'autres termes, nous devrions politiser la question des semences dans le contexte d'autres luttes de La Vía Campesina. Nous devons être conscients que les semences sont à l'origine de la souveraineté alimentaire.
- La campagne devrait valoriser et rendre visible le **rôle des femmes** dans le travail avec les semences. Plus généralement, elle devrait contribuer à la **valorisation et à l'explication de la culture des semences paysannes et indigènes au public**.
- Une dimension de la campagne devrait être de faciliter la **compréhension des lois sur les semences** à différents niveaux: les lois internationales (par exemple, le Traité sur les semences de l'ONU, l'UPOV, l'OMC sur les ADPIC et l'OMPI) et les lois nationales (certificats d'obtentions végétales, brevets, catalogues, les certifications, les normes sanitaires industrielles, etc.). Nous devons définir et imposer la reconnaissance des droits collectifs des agriculteurs à l'utilisation de leurs semences dans ces espaces. Nous devons travailler à abolir les droits de propriété industrielle qui permettent la privatisation des semences. En même temps, le Traité sur les semences de l'ONU ne devrait constituer qu'une petite partie de la campagne. Si à l'avenir, nous nous apercevions que le Traité n'est plus utile pour nous, nous devrions l'abandonner. Notre priorité devrait être plutôt la production de semences paysannes comme la première forme de résistance et en tant que notre propre système d'accès aux semences, un système que le Traité ne pourra jamais remplacer.
- Nous avons besoin de **préciser à qui nous adressons les différentes dimensions de la campagne**: les gouvernements, les médias, nos paysans membres, les consommateurs, les ONG, etc., avec des stratégies distinctes pour chacun. Nous devons systématiquement nous assurer d'augmenter la visibilité et le travail direct avec les semences paysannes.
- Il faut toujours créer **des espaces pour des expériences et des expressions culturelles liées aux semences**. C'est l'un des moyens les plus efficaces pour mobiliser à la fois nos propres organisations, ainsi que le reste de la société. En même temps, nous devons nous assurer que la question des semences est considérée comme une question politique.
- Nous devons analyser **si la campagne devrait**

être étendue aux enjeux des sélections paysannes de races animales. Nous devrions décider sur ce point dès que possible.

- Il est urgent de **débattre en interne sur le langage que nous utilisons pour décrire nos systèmes de semences paysannes**. Nous pensons que nous devrions **éviter d'utiliser le vocabulaire dominant de l'industrie**, comme «banques» de semences et «ressources génétiques». Il serait préférable qu'on utilise des expressions comme «semences paysannes», «maisons de semences paysannes», «granges de semences», «greniers», etc.
- La meilleure défense des semences paysannes est de passer à l'**offensive**: nous devons agir plus rapidement pour **dénoncer et arrêter les menaces contre l'ensemble de la société, non seulement contre les agriculteurs**, que représentent les semences hybrides, les OGM, l'érosion génétique, la privatisation et la création de monopoles de semences entre les mains du complexe industriel semencier, les produits agrochimiques et le génie génétique. Nous devons sensibiliser sur la nécessité des semences paysannes dans un monde confronté au changement climatique, à la crise alimentaire et à la nécessité de mieux prendre soin de la Terre Mère.
- Nous devons également reconnaître que **nous n'avons pas seulement des droits sur les semences, mais que nous avons également des obligations et des responsabilités**. En ce sens, nous suggérons de travailler sur un protocole ou une charte de notre «éthique» et nos «engagements» vis à vis des semences.
- Nous avons besoin **d'identifier les alliés potentiels supplémentaires** pour la Campagne.

#### *Défendre nos semences à travers la lutte politique*

- Il est urgent de faire connaître, dénoncer et lutter **contre la criminalisation des paysans** qui utilisent et défendent leurs semences. Nous devrions porter des cas locaux d'une telle

persécution à un niveau international en leur donnant plus de visibilité. Nous devons faire comprendre au monde que nous assistons à une «guerre des semences», que toute l'humanité sera affectée par ses résultats et que nous, qui maintenons et utilisons les semences paysannes, sommes dans les premières lignes de bataille dans cette guerre et que nous défendons les intérêts de tous. Nous sommes ceux qui font face aujourd'hui à la prison, aux mandats d'arrêt et de poursuites pour utiliser et sélectionner nos propres semences.

- En même temps, nous devons faire comprendre au public **l'irresponsabilité véritable et la criminalité de la destruction et de la privatisation des semences paysannes** et de la promotion des OGM, des hybrides et des monopoles commerciaux.
- Nous avons **besoin d'analyser les politiques et les lois sur les semences dans chaque pays**. Il est probable que les travaux des alliés comme GRAIN et ETC peuvent nous aider avec ce type d'inventaire. La campagne devrait politiser les questions juridiques contre les lois au niveau local, national et international qui légalisent la privatisation de nos semences et permettent les OGM et les autres techniques industrielles de manipulation des semences.
- Il faut mener des **campagnes d'éducation** axées vers les publics qui peuvent être favorables à la question des semences paysannes. Nous devons montrer l'importance des semences paysannes en ciblant l'éducation et l'opinion publique.
- La campagne doit travailler fermement **contre les OGM, contre les semences hybrides et contre les technologies industrielles qui manipulent les semences**. Nous devons alerter le public sur le danger que représentent toutes ces technologies industrielles pour nos écosystèmes paysans. Et nous devons nous organiser pour les interdire dans nos champs.
- Nous devons faire une campagne pour dépénaliser **les échanges de semences entre paysans**, mais aussi leur transport d'un pays à l'autre et de promouvoir leurs échanges

responsable. **Nous devrions donner un nom à ce type d'échange de paysan à paysan, parce que nous ne souhaitons pas nous référer pour cela au «libre» commerce ou au «libre» échange. C'est parce que l'industrie a toujours profité de cette «liberté» pour s'approprier nos semences.** Ceci est étroitement lié à la raison pour laquelle la Campagne mondiale des semences a été appelée «Patrimoine de nos peuples au service de l'humanité» plutôt que «patrimoine commun de l'humanité», qui avait été interprété comme «patrimoine commun» par l'industrie semencière, légitimant ainsi la confiscation des ressources collectives des paysans et des peuples autochtones.

- **Nous ne pouvons plus avoir confiance dans les collections publiques et privées de semences, ni dans les centres de recherche**, parce que notre diversité de semences est en voie de disparition dans ces institutions. Elle est conservée à l'état congelé, sans être reproduite suffisamment et n'est pas accessible de manière pratique pour la plupart des agriculteurs. Aujourd'hui, les séquences génétiques des semences sont de plus en plus numérisées et stockées sous forme de données informatiques. Grâce à la numérisation, l'industrie tente de construire des plantes synthétiques. Dans certains cas, ceci a conduit les banques de semences à jeter leurs collections de semences vivantes. Pourtant, nous savons que seules les vraies semences sont capables de nourrir l'humanité. **Nous devons donc faire une campagne politique sur de nombreuses questions liées aux banques de semences.**
- **Nous devons aussi sauver les semences prises en otage dans ces collections et ces banques**, où elles sont perdues ou perdent leur viabilité à cause de la mauvaise utilisation et de la négligence et où elles sont volées et privatisées par l'industrie semencière. Nous avons la responsabilité de préserver ces semences pour nourrir l'humanité aujourd'hui, mais aussi pour que pour nos enfants puissent se nourrir demain. Des techniques simples existent pour



*La première tâche et la plus urgente est de lier nos expériences vivantes avec les semences paysannes au sein de La Via Campesina à travers un réseau interne pour l'échange de semences, d'expériences, de méthodes, d'obstacles et de solutions ainsi que de soutien mutuel. Nous devons organiser plus de forums d'agriculteurs producteurs de semences paysannes.*

# Déclaration de Shashe\*

préservé des semences pour de nombreuses années dans de petits «greniers» de semences à proximité des champs. Ces maisons de semences doivent être gérées au niveau local par les communautés paysannes. **Nous devons faire connaître nos réussites sur les semences qui ont été «libérées» et sont désormais gérées et améliorées par les paysans**, comme par exemple l'ANAP (Via Campesina-Cuba).

- Dans le meilleur des cas, le Traité sur les semences de l'ONU est encore ambigu car il délègue la mise en œuvre des Droits des agriculteurs d'utiliser, de conserver, d'échanger et de vendre leurs semences sous la responsabilité des gouvernements nationaux. La grande majorité des gouvernements privilégie les droits de propriété industrielle et ne respecte pas les Droits des agriculteurs. Il est donc **urgent de demander l'approbation de la Convention des droits des paysans à l'ONU** en tant qu'instrument sans équivoque sur cette question.

## *Défendre les semences par le biais de la production paysanne de semences*

- La première tâche et la plus urgente est de **lier nos expériences vivantes avec les semences paysannes au sein de La Via Campesina à travers un réseau interne pour l'échange de semences, d'expériences, de méthodes, d'obstacles et de solutions ainsi que de soutien mutuel**. Nous devons organiser plus de forums d'agriculteurs producteurs de semences paysannes.
- Nous devrions **organiser le soutien pratique, pédagogique et technique entre nos familles dans tous les pays membres afin d'encourager l'utilisation des semences paysannes à la place des variétés industrielles**. Cela inclut l'objectif de disposer de semences paysannes en quantités suffisantes.
- Nous avons besoin de **protéger, éduquer et de développer nos propres réseaux d'agriculteurs et experts des semences paysannes**. Une dimension importante de cet enjeu est de

sauver les savoirs importants sur les variétés et la sélection des semences paysannes.

- Nous avons besoin de **faire l'inventaire des besoins, en termes de semences paysannes, des membres de chaque organisation**, et de nous organiser au sein de nos associations pour **multiplier et distribuer des semences paysannes** afin de répondre à ces besoins.
- Nous pouvons mener des campagnes dans nos pays avec nos membres paysannes et paysans de sorte que **chaque personne ou famille s'engage dans la récupération et la multiplication d'une variété de semence en danger d'extinction**. **Nous devons aussi donner une reconnaissance communautaire à ces personnes pour leurs actions**.
- Il est urgent que l'on **commence à documenter et à étudier nos diverses expériences avec les semences paysannes à l'intérieur de La Via Campesina et à partager les leçons apprises avec nos membres sous la forme d'éducation populaire**. Une des idées consiste à créer un film et du matériel écrit qui sont facilement accessibles à tous.
- Nous devons **promouvoir les foires aux semences paysannes** et les marchés locaux de semences. Ces foires et marchés locaux doivent être gérés par les agriculteurs et doivent faire respecter leurs droits collectifs.
- Nous devons également **promouvoir les maisons de semences locales gérées par les organisations paysannes**.
- Nous devons **échanger sur les techniques et méthodes de sélection en prenant soin et en développant nos variétés de semences de manière décentralisée**.

Enfin, nous devons nous rappeler que les semences paysannes représentent à la fois le passé - l'histoire de nos peuples - ainsi que notre présent, et qu'elles représentent l'espoir pour l'avenir de l'humanité face à un monde et un climat en mutation. Il est de notre responsabilité sacrée, face à la société dans son ensemble et à la Terre Mère, de continuer de s'occuper, de défendre, de développer et de partager nos semences.



\*Première rencontre des formateurs en agroécologie de la région Afrique 1 dans La Via Campesina, 12-20 Juin 2011.

**N**ous sommes 47 femmes et hommes, membres de 22 organisations dans 18 pays (Zimbabwe, Mozambique, République démocratique du Congo, Rwanda, Angola, Ouganda, Tanzanie, Kenya, Zambie, Afrique du Sud, République Centrafricaine, Brésil, Mexique, Indonésie, Portugal, USA, France et Kanaky). Nous sommes des paysans et des personnes représentant des organisations membres de la Via Campesina ainsi que des représentants de mouvements alliés, d'autres organisations paysannes et réseaux en milieu rural, d'ONG, des scientifiques, des chercheurs, des interprètes et autres.

Nous nous sommes réunis au centre de formation rurale «Shashe Endogenous Development Training Centre» dans la province de Masvingo, au Zimbabwe, afin de préparer la manière dont nous allons promouvoir l'agroécologie dans notre région (Afrique du Sud, de l'Est et Centrale). En ces lieux, nous avons

eu la chance de pouvoir constater par nous même les effets positifs engendrés par l'association de la réforme agraire, de l'agriculture biologique et de l'agroécologie pratiquée localement par des petites exploitations familiales. Avant la réforme agraire, à l'endroit où s'élève le centre de formation, il y avait des grandes stations d'élevage, propriété de trois éleveurs, qui y faisaient paître 800 têtes de bétail et ne produisaient ni céréales, ni légumes ou plantations vivrières. Aujourd'hui, sur le même terrain, vivent et travaillent plus de 365 petites exploitations familiales rurales, avec plus de 3 400 têtes de bétail et qui produisent une moyenne annuelle de 1 à 2 tonnes de céréales par famille, ainsi que des légumes et autres produits vivriers. Dans sa majeure partie, cette production agricole est réalisée à travers des pratiques agroécologiques et en faisant appel à des savoirs et des semences paysannes indigènes. Cette expérience renforce notre motivation dans la lutte et notre conviction que l'agroécologie et

la réforme agraire sont deux piliers fondamentaux de la construction de la Souveraineté alimentaire.

### Menaces et défis pour l'agriculture paysanne familiale et la souveraineté alimentaire

Notre région d'Afrique est confrontée à un ensemble de défis et de menaces dont les effets combinés ont des conséquences néfastes pour la sécurité alimentaire et le bien-être de nos communautés. Les petits agriculteurs sont chassés de leurs terres, acculés à la faillite et/ou perdent leurs moyens de subsistance ce qui réduit non seulement notre capacité collective à nourrir nos populations mais cause également de graves dommages aux sols, à l'environnement et à la planète, notre mère nourricière à tous.

Ces défis comprennent les conséquences régionales et nationales de la crise mondiale des prix alimentaires ainsi que la crise climatique, deux situations d'urgence qui ont été directement créées par les politiques néolibérales débridées ainsi que par l'avidité et la seule recherche de profits par les grandes entreprises transnationales (TNC). Dans le cadre d'Accords de libre échange biaisés, ces multinationales se voient autorisées à noyer les marchés locaux avec des produits alimentaires subventionnés, vendus à des prix en-dessous du coût de production, ce qui fait s'effondrer les prix que nous pouvons attendre de la vente de nos propres produits, mettant en faillite les petits producteurs, forçant les familles rurales à abandonner leurs exploitations pour aller s'entasser dans les bidonvilles à la périphérie des villes, tout en sapant les capacités locales et nationales à nourrir la population. Certains de nos gouvernements ouvrent grand la porte aux investisseurs étrangers qui viennent accaparer les meilleures terres agricoles, chassent les agriculteurs locaux qui produisent des aliments et utilisent la terre pour des projets aux conséquences environnementales néfastes, comme l'exploitation minière, les plantations d'agrocarburants qui nourrissent les voitures plutôt que les personnes ou encore la production de matières agricoles destinées à l'exportation. Non seulement ces pratiques agricoles empêchent nos pays d'atteindre la souveraineté alimentaire mais en plus elles nous enrichissent qu'une toute petite minorité dans la population.

Simultanément, les pays développés continuent

à émettre, sans aucune retenue, des gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique. De leur côté, les entreprises du secteur mondial de production alimentaire avec leur système agro-industriel basé sur l'utilisation de transports sur des grandes distances et l'accès à des ressources bon marché contribuent directement à changer le climat de la planète et à rendre la vie difficile pour les petits agriculteurs du monde entier. L'eau se fait rare et nos terres deviennent de plus en plus arides, nous sommes confrontés à une augmentation des températures ainsi qu'à une succession de plus en plus fréquente de conditions météorologiques extrêmes comme des tempêtes violentes, des inondations et des sécheresses. Les dates de début et de fin des saisons de pluie sont devenues complètement imprévisibles, ce qui fait que plus personne ne sait quand il doit commencer à planter. Les changements climatiques sont également impliqués dans des épidémies de maladies infectieuses frappant les humains, les récoltes et le bétail. Tout cela nuit gravement aux agriculteurs, à leurs familles et à la production alimentaire.

Nous sommes confrontés à des transnationales qui veulent imposer l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM), que ce soit ouvertement par un travail de lobbying ou bien par la ruse, dans les pays qui interdisent l'utilisation d'OGM. Mais nous devons également faire face à des organisations internationales comme AGRA (Alliance pour la Révolution Verte en Afrique) qui collaborent étroitement avec des multinationales comme Cargill et Monsanto ainsi qu'avec nos gouvernements pour privatiser les institutions publiques de recherche agricole et semencière et les remplacer par des structures promouvant l'utilisation de semences OGM. Ces semences mettent en péril l'intégrité génétique de nos variétés locales ainsi que la santé de nos consommateurs. Ces mêmes entreprises vont jusqu'à manipuler les organisations régionales de paysans pour promouvoir l'utilisation d'OGM. Nous en appelons à ces organisations pour qu'elles résistent à cette instrumentalisation.

Tandis que nos sols, nos écosystèmes agricoles et nos forêts sont de plus en plus dégradés par l'agriculture industrielle et les plantations, que la biodiversité locale



des semences est détruite, les coûts de la production agricole dans le cadre de la soi-disant «Révolution Verte» explosent, au point de devenir hors d'atteinte pour les petits agriculteurs. Ainsi, le prix des engrais chimiques sur le marché mondial a augmenté de 300% ces dernières années.

Face à cette situation inquiétante pour la petite paysannerie et pour la souveraineté alimentaire dans nos régions, en tant que membres de La Via Campesina nous adoptons les positions suivantes:

### Positions de La Via Campesina en Afrique Région 1

Nous estimons que...

- L'agriculture agroécologique, telle que pratiquée par les petits agriculteurs ainsi que

les politiques en faveur de la Souveraineté alimentaire, sont les uniques solutions réalistes et efficaces pour répondre aux multiples défis auxquels sont confrontées nos régions.

- Seules des méthodes agroécologiques (également appelées agriculture durable, agriculture biologique, agriculture écologique, etc.) peuvent restaurer la qualité des sols et des écosystèmes agricoles qui ont été dégradés par l'agriculture industrielle. Sur des sols dégradés, les intrants chimiques ne sont plus efficaces après un certain point de dégradation. Par contre, avec l'agroécologie, nous pouvons restaurer la fertilité du sol et du tapis organique ainsi que remettre en route les processus fonctionnels des écosystèmes agricoles et les nombreux services qu'ils

rendent, comme par exemple le recyclage des éléments nutritifs, la microbiologie des sols, la lutte antiparasitaire naturelle etc. Nous avons pu constater que les systèmes agroécologiques de la petite paysannerie disposent d'une productivité totale nettement supérieure à celles des monocultures industrielles. Ces cultures utilisent très peu, voire aucun intrant commercial, ce qui réduit la dépendance des paysans et augmente leur autonomie. Simultanément, les petits paysans garantissent la santé et le bien-être des familles rurales tout en produisant des aliments sains et en abondance pour nourrir la population. Une enquête scientifique menée au niveau international par La Via Campesina apporte la preuve que *L'Agriculture durable peut nourrir le monde*, en se basant sur les savoirs endogènes et les pratiques agroécologiques.

- L'actuel système alimentaire mondial est responsable d'environ 40 à 51% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La quasi totalité de ces émissions pourrait être éliminée si l'on transformait le système alimentaire mondial selon les principes de l'agroécologie, de la réforme agraire et de la Souveraineté alimentaire. *L'agriculture paysanne durable rafraîchit la planète*, et c'est là notre meilleure solution pour lutter contre le changement climatique.
- Afin de nous adapter aux changements climatiques nous devons pouvoir compter sur des systèmes agroécologiques diversifiés et résistants aux transformations environnementales (ainsi que faisant appel à des méthodes de conservation des ressources en eau, de gestion durable des semences, des nappes phréatiques, des forêts, de la couverture végétale, etc.). Nous devons également préserver la diversité génétique des semences paysannes locales et des systèmes paysans de gestion des semences. Nous demandons à nos gouvernements de retirer leur soutien à l'industrie semencière commerciale qui promeut des semences



*Nous allons mettre en place des structures organisationnelles de La Via Campesina au niveau régional afin de soutenir le travail de nos organisations membres dans la promotion de l'agroécologie au sein de leurs familles et de leurs membres.*

normées et souvent génétiquement modifiées. Nous leur demandons au contraire de soutenir les systèmes paysans de gestion des semences qui sont basés sur la sauvegarde, le stockage, la multiplication, la sélection et l'échange de semences au niveau local.

- Nos systèmes nationaux d'éducation et de recherche sont fortement biaisés en faveur des procédés agricoles qui sont en train de détruire notre planète et contribuent à l'échec de l'Afrique dans sa capacité à nourrir sa population. Nous demandons la réorientation de la recherche vers des méthodes s'appuyant sur les savoirs paysans et sur l'agroécologie. Nous demandons également que les manuels de formation actuels utilisés dans les écoles, tant au niveau primaire que secondaire et universitaire fassent une plus grande place aux pratiques et principes de l'agroécologie.
- Nous appelons à mettre fin à la libéralisation des échanges commerciaux et demandons une meilleure protection des marchés domestiques contre les pratiques de dumping et d'importations subventionnées non contrôlées qui détruisent les marchés locaux. Les producteurs africains d'aliments doivent pouvoir obtenir un prix convenable pour leurs produits afin de pouvoir développer leur production, gagner décemment leur vie et nourrir la population.
- Nous en appelons aux gouvernements pour qu'ils mettent en œuvre des programmes adéquats de soutien à l'agriculture agroécologique pratiquée par la petite paysannerie et pour la reconstruction de la Souveraineté alimentaire. Ces programmes doivent inclure une Réforme agraire véritable et la protection des terres paysannes contre les pratiques d'accaparement des terres. Elles doivent réorienter les achats publics alimentaires pratiqués par les gouvernements: les aliments servis dans les institutions publiques comme les cantines, les hôpitaux et les écoles ne doivent plus être achetés auprès de l'agrobusiness mais auprès de petits

producteurs d'aliments écologiques et sains. Ceci permettra aux petits agriculteurs de bénéficier de débouchés commerciaux et de revenus tout en garantissant une alimentation saine à nos enfants, aux malades et aux agents publics. Les institutions financières nationales doivent également développer des systèmes adaptés de lignes de crédit en faveur des petits paysans engagés dans des pratiques d'agriculture biologique au lieu de distribuer des subventions liées à l'usage d'engrais chimiques et de pesticides.

- Lors de la conférence sur le climat COP-16 à Cancun, au Mexique, les gouvernements du monde entier (à l'exception de la Bolivie) se sont réunis pour faire des affaires avec les multinationales qui proposent des fausses solutions au problème du changement climatique. Ces entreprises transnationales veulent nous faire croire que les agrocarburants, OGM, marchés d'émissions carbone, REDD+, etc., sont des solutions pour lutter contre le changement climatique. Les gouvernements feraient mieux de se réunir pour décider des mesures à mettre en œuvre afin d'inverser sérieusement et de façon pratique le réchauffement climatique par exemple à travers la réduction des émissions des pays développés ainsi que la transformation de notre système d'alimentation, de transport et consommation d'énergie à l'échelle mondiale etc.
- Nous demandons à nos gouvernements d'agir de façon plus responsable lors de la conférence COP-17 à Durban, en Afrique du Sud, et de refuser de signer les accords imposés par les pays du Nord et les multinationales. Ils devraient plutôt soutenir les principes de l'appel de Cochabamba sur le Climat et les Droits de la Terre Mère.

#### **Les engagements de La Via Campesina**

Nous allons continuer à faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils appliquent les recommandations listées ci-dessus mais nous n'allons pas

attendre qu'ils se décident pour agir de notre côté. En ce qui nous concerne, nous nous engageons à continuer à faire avancer l'agroécologie et la Souveraineté Alimentaire à travers les étapes pratiques suivantes:

- Nous allons mettre en place des structures organisationnelles de La Via Campesina au niveau régional afin de soutenir le travail de nos organisations membres dans la promotion de l'agroécologie au sein de leurs familles et de leurs membres. Cela comprend des programmes de formation régionaux, des visites d'échange d'expériences, la production et le partage de supports pédagogiques, l'identification des exemples d'opérations réussies dans les différentes régions et la publication de rapports présentant ces expériences, afin que chacun puisse apprendre et tirer profit des bonnes pratiques des autres. Nous allons construire un réseau de paysans formateurs et d'enseignants pratiques en agroécologie issus des rangs de La Via Campesina et ce dans chacune de nos régions.
- Nous allons promouvoir la création de programmes de formation à l'agroécologie au sein des réseaux de paysan-à-paysan et de communauté-à-communauté.
- A travers nos propres organisations, nous allons promouvoir la création et le renforcement des systèmes locaux de semences paysannes.
- Nous allons documenter les expériences locales au Zimbabwe dans le domaine de la réforme agraire et de l'agriculture biologique pratiquée par les familles s'étant vue attribuer des parcelles de terres revendiquées. Nous documenterons et publierons également des exemples de réussites dans la lutte pour la Souveraineté alimentaire dans différents pays afin que nous, qui sommes dans d'autres pays, puissions apprendre de ces réussites et nous en inspirer.
- Nous allons nous mobiliser afin que, dans les régions que nous contrôlons, «le CO2 reste dans le sol et dans les arbres» à travers les pratiques de l'agroforesterie, les plantations d'arbres, l'agroécologie, les économies d'énergie, les

énergies naturelles non polluantes etc. Nous allons également lutter contre l'accaparement des terres par les industries minières et extractives ainsi que par les plantations et monocultures agroindustrielles.

- Nous allons affronter et faire pression sur les gouvernements à tous les niveaux (local, traditionnel, provincial, national et régional) afin qu'ils adoptent des politiques publiques en faveur de l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.
- Nous, les petits paysans, allons nous unir afin de faire entendre notre voix de manière puissante et cohérente - ensemble avec les autres secteurs de la société civile, lors de la conférence COP-17 à Durban (Afrique du Sud) ainsi que lors de la conférence Rio +20 au Brésil. Nous ferons clairement entendre notre message qui dit que nous nous opposons aux fausses solutions proposées pour lutter contre le changement climatique et que nous exigeons l'adoption des principes de l'Appel de Cochabamba.
- Nous insisterons sur le fait que l'agriculture durable pratiquée par les petits paysans ainsi que la mise en oeuvre de la Souveraineté alimentaire sont les deux principales solutions au défi urgent posé par le changement climatique.

*Africains ! Nous pouvons nous nourrir nous-mêmes à travers la pratique de l'agroécologie et en atteignant la souveraineté alimentaire!*

*L'agriculture durable pratiquée par les petits paysans peut rafraîchir la planète!*

*Non au système commercial agroindustriel ! Non aux OGM ! Non à l'accaparement des terres!*

*Oui à la réforme agraire ! Oui à un système alimentaire agroécologique !*

*Globalisons la lutte ! Globalisons l'espoir!*

District de Masvingo, Zimbabwe, 20 Juin 2011.

# Declaration finale de la Formation des Formateurs en Agro Ecologie\*

La Vía Campesina. Region 2. Afrique



\*Techiman, septembre 2011

**N**ous sommes plus de trente (30) petits paysans et paysannes, travailleur-euse-s de la terre et de la mer, venant de sept 7 organisations paysannes de la zone Afrique 2 de la VIA CAMPESINA, représentant des millions de familles paysannes, et du Mozambique, du Sri Lanka et du Mexique. Accueillis par l'ECASARD à Techiman au Ghana du 5 au 11 septembre 2011 pour une formation politique en agro écologie, nous nous sommes réunis pour réaffirmer:

- Notre détermination à défendre l'agriculture paysanne familiale basée sur l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire.
- Notre droit à continuer à exister avec

notre identité propre, nos connaissances et nos pratiques séculaires en tant que paysan et paysanne en harmonie avec notre environnement tant naturel que sociétal.

- Notre conviction que les principes de l'agro écologie adaptées localement, sont applicables partout en respectant les écosystèmes et sont une clef pour refroidir la planète et offrir un futur aux prochaines générations.
- Notre opposition aux «fausses solutions»: les agro carburants, les OGM et toutes plantes mutées, les crédits carbones, le REDD+ car l'agro-écologie est la seule alternative saine et pérenne.
- Notre persévérance à lutter contre la main

mise des multinationales sur le vivant, leur volonté spéculative de ne développer que des cultures de rentes dans nos pays tuant l'agriculture paysanne et vivrière, et ce, avec le plus souvent la complicité de nos États et de nos élites, des bailleurs de fonds, de certaines ONG' s.

- Notre force à stopper tout accaparement de terre et à engager des réformes agraires favorables à la paysannerie.
- Notre capacité déjà à l'œuvre avec des millions de paysans et paysannes à travers les organisations de la VIA CAMPESINA de faire de l'agro écologie des pratiques au service de l'humanité.
- Notre volonté de renforcer et développer le réseau agro écologique et la souveraineté alimentaire.

Nous, représentant-e-s du continent africain, nous nous engageons à agir à tous les niveaux pour promouvoir l'agro écologie, pratique fondamentale pour notre agriculture paysanne familiale celle qui a nourrit, nourrit et nourrira encore le monde demain.

C'est pour cela que, nous membres de la VIA CAMPESINA, nous nous mobilisons champs après champs, voisin-e-s après voisine-e-s, élu-e-s après élu-e-s, gouvernements après gouvernements, instances après instances, partout pour un autre monde aujourd'hui et demain.

**Nous nous engageons:**

- A ne plus acheter de produits chimiques, semences commerciales à toutes aliénations qui nous font perdre notre autonomie, nos savoirs et notre dignité.
- A produire sain tant pour la nature que pour notre santé pour nourrir pas pour les marchés.
- A lutter collectivement pour faire valoir nos droits pour un monde équitable et juste.

**Nous exhortons nos gouvernements et les instances de décisions de la sous-région à mettre en place des politiques agricoles publiques:**

- A mettre l'agriculture paysanne familiale et l'agro écologie au cœur de leurs préoccupations et de leur programme.
- A mettre en place des conditions justes et équitables pour tous les paysans et paysannes du monde l'accès à la terre, à l'eau, aux ressources naturelles et qu'ils soient sécurisés dans le temps.
- A créer un cadre favorable pour préserver, multiplier et diffuser les variétés locales de semences.
- De soutenir et promouvoir les productions issues de l'agro écologie en les relocalisant au niveau de la production, transformation et commercialisation.
- De soutenir la sensibilisation, l'information et la formation sur l'agro écologie par et pour les paysans et paysannes et en particulier pour offrir un avenir aux jeunes.
- De mettre en œuvre les réformes internationales comme l'IRCCARD, le droit à l'alimentation, le respect des droits humains et des droits paysans (TIPAAR).
- De soutenir les directives de la FAO sur les ressources naturelles et la tenure des terres telles que défendues par la société civile et s'oppose aux investissements responsables proposés par les investisseurs eux-mêmes et soutenus par la Banque mondiale.
- De ne pas se laisser bernier et corrompre par les fausses solutions proposés par différentes instances comme la banque mondiale.
- De protéger fortement l'agriculture au niveau des frontières et sortir l'agriculture de l'OMC.
- De conforter et renforcer les alliances.

Pour sortir des crises perpétrées par le système capitaliste et néolibéral:

- Qui chaque jour affame un plus les populations et en premier lieu les communautés



- paysannes.
- Qui chaque jour pollue les sols, la terre, l'air, l'eau et nous rend malades.
- Qui chaque jour s'accapare de nos terres, des ressources naturelles de nos savoirs et cultures.
- Qui chaque jour enrichit un peu plus une poignée de nantis.
- Qui chaque jour entrave nos droits et nos libertés fondamentales.
- Qui chaque jour menace nos cohésions sociales, nos souverainetés.

Nous membres de la VIA CAMPESINA unissons nos forces, nos capacités et nos savoirs pour transformer cette société en pratiquant l'agro écologie dans le cadre de la souveraineté alimentaire, en nous mobilisant derrière chaque paysan et paysanne à qui les droits sont bafoués, derrière chaque organisation paysanne déstabilisée en permanence, en interpellant les décideurs pour d'autres politiques publiques orientées sur les communautés paysannes, l'agro écologie, la relocalisation des productions, la redistribution des terres, de l'eau, des ressources naturelles. Nous, plus de 200 millions de paysannes et paysans de la VIA CAMPESINA sommes une force de transformation en mouvement sur toute la planète, riche de nos savoirs et de nos cultures, et nous serons debout chaque fois qu'il le faudra. Notre vigilance est sans cesse en alerte et partout où nous pouvons agir, faire pression, nous le faisons. Nous mettons aussi sans cesse en œuvre nos idées afin de renforcer et développer notre réseau et contribuer toujours à un meilleur avenir pour toutes et tous.

Dans la perspective des rencontres de DURBAN sur le changement climatique en décembre 2011, nous dénonçons les manœuvres de la Banque mondiale

à vouloir duper les leaders africains sur les «fausses solutions» sur les crédits carbone.

Nous ECASARD-Ghana, CNOP-Mali, CTOF-Togo, CNCR-Sénégal, PFP-Niger, CNOP-Congo Brazzaville, - ROPPA - Guinée Bissau, UNAC-Mozambique, organisations paysannes de la VIA CAMPESINA

appelons tous les leaders africains de ne pas signer «les fausses mesures» de la 17<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP 17) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) qui se tiendra à Durban en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre 2011.

Ce processus initié par la banque mondiale, les gouvernements et élites corrompues, les multinationales, qui proposent des

stratégies spéculatives de développement pour lutter contre le changement climatique contre les intérêts de la planète et des populations et plus particulièrement des communautés paysannes et autochtones.

Au contraire, nous appelons les leaders africains à promouvoir et développer l'agro écologie, défendue et pratiquée par la VIA CAMPESINA, au centre de leurs préoccupations pour nourrir et refroidir la planète dans l'intérêt de toutes et tous. Les pratiques écologiques, l'agroforesterie favorisent et amplifient la lutte contre le réchauffement climatique, car l'agro écologie est environnementalement et économiquement durable, et socialement et culturellement acceptable et juste.

La VIA CAMPESINA sera présente et donnera de la voix à DURBAN.

*Le monde n'est pas une marchandise.*

*L'agro écologie n'est pas à vendre.*

*«Stop à l'accaparement des terres»*

Les paysans et paysannes nourrissent le monde avec l'agro écologie qui refroidit la planète.

*Globalisons la lutte, Globalisons l'espoir.*

*Fait à Techiman le 10 septembre 2011.*

# *Déclaration finale de la Deuxième réunion continentale de formateurs et formatrices en agroécologie\**



\*Chimaltenango, Guatemala  
Lundi 8 août 2011

**L**e monde est pris dans une série de crises générées par la cupidité inhérente au système capitaliste, caractérisé par un contrôle du capital sur les ressources naturelles, qui incluent la crise alimentaire et la crise du changement climatique.

Le fait que le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde soit passé de 800 millions à un milliard ces dernières années, couplé à la terrible famine en Somalie, nous montre que le système alimentaire dominant des grandes entreprises est incapable de nourrir le monde, tandis que les émissions de gaz à effet de serre produites par le même modèle réchauffent la planète et menacent la Terre Mère.

Les représentants du capital, c'est-à-dire les sociétés transnationales, les médias, l'éducation formelle, les grands propriétaires terriens et l'agroalimentaire ont maintenant transformé leur discours en s'appropriant des termes et des concepts construits au fil des

générations par les mouvements sociaux.

Via Campesina, de son côté, défend l'agriculture agroécologique, paysanne, indigène et communautaire, positionnée comme pierre angulaire de la construction de la souveraineté alimentaire. Ce modèle d'agriculture produit des aliments sains, il est basé sur la diversification des cultures, ainsi que sur de nouvelles formes de relations entre les hommes, les femmes et la nature, et il élimine l'utilisation de pesticides, d'OGM et autres formes de dépendance au système capitaliste.

Nous devons protéger nos savoirs des grandes entreprises qui essaient de tout transformer en marchandise, nous ne pouvons pas les laisser voler nos concepts et les utiliser comme une propriété privée au service d'une logique capitaliste. Aujourd'hui nous faisons face à une situation où la Banque mondiale, les gouvernements corrompus et les sociétés transnationales veulent nous voler le concept de l'agroécologie à travers le processus





de la COP-17 à Durban et de Rio +20 pour justifier la duperie des marchés du carbone. Face à cela, nous disons que l'agroécologie nous appartient et n'est pas à vendre.

L'agriculture paysanne s'inscrit dans le cadre du processus d'une transformation structurelle de notre société qui peut servir pour affronter la crise des systèmes actuels. Par conséquent, nous réaffirmons que l'agroécologie paysanne et des peuples indigènes nourri le monde et refroidi la planète.

Via Campesina a organisé plusieurs réunions régionales et continentales, où nous avons eu l'occasion d'approfondir nos débats sur la façon dont nous percevons le monde et comment les différents modèles d'agriculture agroécologique ont pris forme.

En août 2009, la première réunion continentale des formateurs et formatrices en agroécologie a eu lieu à l'Institut latino-américain d'agroécologie (IALA) Paulo Freire à Barinas (Venezuela). Suite à cela en mai 2010, le continent asiatique a organisé une réunion sur l'agroécologie à Colombo (Sri Lanka), tandis qu'en Afrique, en juin 2011, à Masvingo (Zimbabwe), se tenait la Rencontre des formateurs et formatrices en agroécologie. Ainsi, nous avons développé un processus pour aborder le concept d'agroécologie, qui nous a permis de renforcer les fondements qui guident les organisations de la Via Campesina. Nous rappelons que la première Réunion des Amériques a déclaré que l'agroécologie:

«Est nécessaire pour assurer la souveraineté alimentaire

*et énergétique pour l'émancipation humaine. En outre, l'agroécologie est essentielle à l'avancement de la lutte des peuples pour bâtir une société où il n'y ait pas de propriété privée des moyens de production et des ressources naturelles, une société sans aucune sorte d'oppression et d'exploitation, qui n'ait pas pour objectif ultime l'accumulation»*

*«Doit être massive et internationale, de sorte que les connaissances accumulées par les peuples, puisse contribuer au développement de nouvelles forces productives de la nature et du travail humain, de sorte que nous ayons le temps et les facilités pour organiser toutes les autres dimensions de notre vie comme nos luttes, nos communautés, notre culture, l'éducation, les fêtes entre autres ».*

*«Comprend les soins et la protection de la vie, de la production alimentaire, de la conscience politique, le fait d'aller de l'avant dans le renforcement de la coopération et de la transformation des agro-industries, l'échange d'expériences et le fait de promouvoir une alliance entre les peuples de la ville et de la campagne».*

Cette première Rencontre a également signalé que la deuxième réunion devrait approfondir les discussions sur le matérialisme historique et les visions du monde paysan et indigène, qui nous avons prévu de traiter.

Dans le cadre de la Deuxième réunion continentale de formateurs et formatrices en agroécologie, qui a eu lieu du 28 Juillet au 3 Août 2011 au Guatemala, à Chimaltenango, nous, paysans et paysannes, peuples

autochtones et afro-descendants, représentants de 49 organisations provenant de 20 pays, tenons à réaffirmer notre engagement envers la construction et la défense de l'agroécologie.

Nous dénonçons le système de production capitaliste et sa domination par l'agro-industrie et l'exploitation des gisements miniers, son accaparement des terres et la concentration des ressources, les déplacements forcés et la criminalisation des organisations et familles paysannes, des populations indigènes autochtones, et la surexploitation de la main-d'œuvre et des ressources naturelles. De plus, ce système impose un modèle de production basé sur les monocultures, sur le déclin de la biodiversité, sur l'utilisation des pesticides, des OGM et sur le brevetage du patrimoine des peuples des cultures (semences et connaissances ancestrales, techniques et pratiques).

Nous défendons la réforme agraire globale dans le cadre de la transformation des politiques de souveraineté alimentaire, du renforcement de l'autonomie des personnes et de l'auto-détermination des peuples. Nous défendons le droit de décider de nos propres politiques agricoles et de développer de nouvelles relations et valeurs entre les hommes et les femmes et avec la nature.

Nous croyons en l'agroécologie comme en un outil dans la construction d'une autre façon de produire et reproduire la vie. Elle fait partie du projet socialiste, un partenariat entre les travailleurs et les organisations de base, à la fois rurales et urbaines. Elle doit promouvoir

*Nous croyons en l'agroécologie comme en un outil dans la construction d'une autre façon de produire et reproduire la vie. Elle fait partie du projet socialiste, un partenariat entre les travailleurs et les organisations de base, à la fois rurales et urbaines.*



l'émancipation des ouvriers, paysans, peuples indigènes et d'afro-descendance. La coexistence de l'agroécologie dans le contexte du système capitaliste est cependant impossible.

Nous affirmons que l'agroécologie est basée sur les connaissances et pratiques ancestrales, le renforcement des connaissances par le dialogue et le respect des points de vue différents et des processus, ainsi que l'échange d'expériences et l'utilisation de technologies appropriées pour produire des aliments sains qui répondent aux besoins de l'humanité et préserve l'harmonie avec la Pachamama (Terre Mère).

Nous, en tant que Via Campesina, une articulation de mouvements et organisations pluriculturelles, nous allons continuer à reconnaître et à renforcer l'échange d'expériences et de connaissances parmi les paysans, les peuples autochtones et afro-descendants, la propagation et la multiplication de nos programmes de formation et d'éducation de Programmes paysan à paysan, dans les écoles paysannes, dans les Ecoles d'éducation formelle, et d'éducation ouverte y dans les processus communautaires et territoriaux.

Nous reconnaissons le fait que cette réunion s'est tenue sur le territoire Maya, où nous avons démarré la méthode de paysan à paysan, qui vise à créer l'unité, qui n'a pas de frontières et qui est basée sur des relations horizontales et intégrées. Nous comprenons qu'il

n'y a pas de méthodes normalisées en agroécologie, mais plutôt des principes qui nous unissent, comme nos formes d'organisation, de formation et de mobilisation.

Notre quête pour comprendre notre monde et ses relations au temps, aux énergies créatrices et à la mémoire historique (de l'agriculture, des territoires et de l'humanité) est complétée par une interprétation de matérialisme historique et dialectique de la réalité. Ensemble, nous cherchons à développer notre compréhension politique et idéologique pour réaliser un changement structurel dans notre société, et ainsi pouvoir libérer l'aspiration au bien-vivre de nos peuples.

«Nous ne voulons pas changer le climat, nous exigeons de changer le système».

«Notre terre ne se vend ni ne s'achète, elle se récupère et se défend».

«L'agroécologie et les semences sont un patrimoine des peuples au service de l'humanité».

«Mondialisons la lutte, mondialisons l'espérance».

CLOC-Via Campesina, Chimaltenango, Guatemala, août 2011.

# Proposition de texte de position sur l'Agroécologie de la Coordination Européenne Via Campesina\*

\*Nous travaillons à la création de systèmes alimentaires résilients qui fournissent une alimentation saine et sûre pour tous les peuples d'Europe tout en préservant la biodiversité, les ressources naturelles et le bien-être animal. Pour cela, nous avons besoin de modèles de production et de pêche écologiques, ainsi que d'une multitude de petits paysans, paysannes, jardiniers et pêcheurs qui constituent la colonne vertébrale de la production alimentaire en produisant une alimentation locale

Déclaration Nyeleni Europe 2011.

Tout au long de son histoire, la paysannerie européenne a su garder un équilibre dans le rapport entre les humains et leur milieu, tout en garantissant la capacité de produire des aliments pour tous. Malgré les tentatives hégémoniques de l'agriculture industrielle, l'agriculture paysanne et biologique a maintenu et développé ses propres pratiques, parmi lesquelles la polyculture-élevage, la permaculture, la biodynamie, l'agroforesterie, les réseaux de semences paysannes, etc. Ce faisant, elle a montré sa capacité à constamment réinventer et transmettre des savoir-faire innovants sur les plans des pratiques culturelles, économiques et sociales.

Le développement de circuit-courts mais aussi les initiatives du type «systèmes participatifs de garantie» ont permis à ce type d'agriculture de garder une certaine autonomie, en restant au moins partiellement

autonomes des circuits longs et de la grande distribution. Dans le refus d'une relation d'exploitation de la nature et de l'humain, les paysannes et paysans maintiennent ainsi une harmonie, un respect de la vie et des rapports de solidarité. Aussi bien au sein des membres européens de Via Campesina que chez nos alliés de Nyeleni Europe, il existe une grande diversité d'alternatives paysannes au système d'agriculture industrielle, qui partagent des principes communs. Parler d'agroécologie est une nouvelle approche très complémentaire de notre défense des agricultures paysannes et biologiques. Pour les promoteurs de l'agroécologie ce sont les paysans et les paysannes qui ont historiquement su maintenir la durabilité des agroécosystèmes.

## L'agroécologie, ses principes et ses dimensions

Comme l'a défini la Déclaration Nyeleni de 2007, «La Souveraineté alimentaire est le droit des peuples

à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles».

L'agroécologie telle que comprise par les mouvements sociaux est complémentaire et indissociable de la Souveraineté alimentaire que nous voulons construire.

L'agroécologie, pluridimensionnelle et holistique, est un outil de transformation sociale redonnant sa centralité à la paysannerie. Elle est d'autant plus nécessaire en Europe que les paysannes et paysans sont devenus minoritaires dans la société.

L'agroécologie est fondée sur des principes qui s'articulent autour de trois dimensions : agronomique, socio-économique, et enfin socioculturelle et politique.

#### Dimension agronomique

L'agroécologie ne donne pas de recettes toutes faites. Elle est basée sur des pratiques culturelles ancrées dans les territoires et fondée sur des savoirs et des savoir-faire locaux. Elle a pour objectif d'assurer la pérennité des écosystèmes, de la production alimentaire et de leurs habitants, ce qui suppose le maintien et le respect des sols, de l'eau, de la biodiversité animale et végétale. Elle est aussi un moyen d'aller vers la souveraineté technologique et énergétique.

#### Dimension socio-économique

En prenant en compte l'ensemble du système agroalimentaire, face aux impasses auxquelles aboutit le système néolibéral mondialisé, l'agroécologie fait des propositions qui permettent de reconstruire le secteur agricole mais aussi, plus largement, contribue à favoriser l'émergence d'activités complémentaires: transformation, artisanat, petit commerce ,aide aux personnes... Ainsi qu'à l'émergence de nouvelles formes de distribution relocalisées.

L'agroécologie correspond beaucoup mieux au goût des femmes pour le travail agricole. Lorsque c'était possible, elles ont fui les exploitations de l'agriculture industrielle aux tâches répétitive, mal rémunérées, dévalorisées ou administratives. Dans l'agroécologie, la mécanisation n'ayant plus une place



centrale au sein du système de production alimentaire; la transformation et la vente directe complétant et valorisant la production, les paysannes comme les paysans peuvent retrouver tout le sens de leur métier, ainsi que le respect et la dignité qui l'accompagnent.

L'agroécologie crée les conditions favorisant un retour des jeunes à la terre et l'émergence d'un autre type de relations entre les générations, entre les hommes et les femmes. Cette approche permet enfin de repenser les rapports entre le milieu rural et urbain.

#### Dimension socioculturelle et politique

L'agroécologie favorise l'émergence et l'expression de la diversité culturelle. L'agroécologie est porteuse de dignité, de justice sociale, de solidarités. Elle redonne la valeur de chacun et de chacune. Les valeurs d'entraide remplacent les valeurs de compétition et de concurrence.

Les méthodes participatives engagées par l'agroécologie remettent en question les modalités de prises de décisions et favorisent les formes d'actions collectives. La remise en question des dominations politiques, économiques, idéologiques et patriarcales, en lien avec les mouvements sociaux, est partie intégrante du projet de l'agroécologie. Elle contribue à la culture de la Paix.

#### Recherche et agroécologie

Via Campesina conteste la tentative d'appropriation et de récupération de l'agroécologie par certains scientifiques qui vident le terme de son contenu social et politique. En Europe, l'utilisation du mot «agroécologie» par le monde scientifique, sert souvent à verdir les techniques culturelles destructrices du modèle agroindustriel et à donner une légitimité à l'économie soi-disant «verte». Nous nous opposons à toute forme de capitalisme vert et toute forme de marchandisation de la nature.

Mais il est aussi aujourd'hui nécessaire que Via Campesina, qui promeut partout dans le monde l'agroécologie, propose une définition qui permettra d'harmoniser nos conceptions et s'opposera aux tentatives de réduction de ces pratiques à leur aspect purement agronomique.

Les savoirs et savoir-faire paysans doivent être reconnus au même titre que les connaissances scientifiques.

*En Europe, l'utilisation du mot «agroécologie» par le monde scientifique, sert souvent à verdir les techniques culturelles destructrices du modèle agroindustriel et à donner une légitimité à l'économie soi-disant «verte». Nous nous opposons à toute forme de capitalisme vert et toute forme de marchandisation de la nature. Mais il est aussi aujourd'hui nécessaire que Via Campesina, qui promeut partout dans le monde l'agroécologie propose une définition qui permettra d'harmoniser nos conceptions et s'opposera aux tentatives de réduction de ces pratiques à leur aspect purement agronomique.*

*La Politique Agricole Commune (PAC) soutient aujourd'hui un modèle agro-industriel impossible à réformer. Elle doit donc être repensée dans ses fondements même, et se baser sur l'agroécologie pour atteindre la Souveraineté alimentaire. L'agroécologie dans toute ses dimensions-agronomique, socio-culturelle, socio-économique et politique-doit être favorisée par les politiques agricoles, et porter une attention particulière aux femmes et aux jeunes, en incluant comme objectif prioritaire le droit fondamental de l'accès à la terre et aux ressources naturelles pour toutes et tous.*

Cela implique une remise en question fondamentale de la méthodologie et des objectifs de la recherche actuelle.

Les objectifs de la recherche ne doivent pas être de répondre aux demandes de l'agro-industrie mais ils doivent se centrer sur les besoins identifiés par les populations dans la perspective d'assurer la souveraineté alimentaire.

Il existe déjà de nombreuses actions de recherches participatives menées conjointement par des scientifiques et des paysans et paysannes.

Seule une recherche publique, participative et transdisciplinaire pourra répondre à l'approche holistique portée par l'agroécologie.

### **Politiques agricoles et agroécologie**

La Politique Agricole Commune (PAC) soutient aujourd'hui un modèle agro-industriel impossible à réformer. Elle doit donc être repensée dans ses fondements même, et se baser sur l'agroécologie pour atteindre la Souveraineté alimentaire.

La PAC doit être centrée sur l'emploi et le respect des droits des travailleurs, particulièrement en ce qui concerne les travailleurs migrants.

Dans ce contexte, l'agroécologie dans toute ses dimensions-agronomique, socio-culturelle, socio-économique et politique-doit être favorisée par les politiques agricoles, et porter une attention particulière

aux femmes et aux jeunes, en incluant comme objectif prioritaire le droit fondamental de l'accès à la terre et aux ressources naturelles pour toutes et tous.

### **Défis organisationnels dans la mise en pratique de l'agroécologie**

Nous devons faire face à deux défis organisationnels importants. Le premier concerne la communication sur l'agroécologie, au sein même de nos organisations.

Dans la mise en pratique de l'agroécologie, le second défi concerne les relations entre les organisations paysannes et le reste de la société.

### **Plan de travail**

Avec la Souveraineté alimentaire, ECVC et La Via Campesina s'inscrivent totalement dans une volonté de transformation sociale. L'agroécologie telle que définie ci-dessus met le paysan et la paysanne au cœur de cette transformation. Cette vision de l'agroécologie doit être comprise comme incluant et non concurrente des agricultures paysannes, biologiques, biodynamiques et de la permaculture.

En tant qu'organisations membres, nous avons pour l'instant différents niveaux de compréhension et d'expériences qu'il est nécessaire de partager afin d'avoir une vision plus collective de l'agroécologie et de notre volonté, de notre capacité à porter et à défendre cette dynamique contre ceux qui veulent la détourner.

Cela demande un approfondissement de notre travail politique interne.

Dans ce contexte, le travail le plus important à mener se situe au niveau des organisations, localement : il s'agit de sensibiliser les membres et militants quant à ces perspectives.

Pour soutenir ce processus, au niveau européen, et favoriser l'implication des organisations, nous proposons:

A) De nous centrer prioritairement sur une communication interne sous forme d'échanges et d'approfondissements communs.

1. Par la diffusion du texte de positionnement et une impulsion du débat dans les organisations.
2. Par une mise en commun des expériences, des connaissances aussi bien agronomiques que politiques ou pédagogiques.
3. En donnant accès à nos documents internes d'organisation par le biais de notre intranet.

B) De mettre en pratique une stratégie de formation (échanges entre paysans...), et donner un appui technique aux organisations qui veulent aller vers des démarches d'échanges, notamment pour la recherche de fonds européens.

C) Proposer à l'Assemblée Générale de discuter d'un document de positionnement sur l'agroécologie pour ECVC.

D) Partager cette réflexion sur l'agroécologie avec les organisations alliées.

Ce plan de travail devra évoluer en fonction de la pertinence que les organisations trouveront à s'approprier l'agroécologie et des initiatives qu'elles prendront en ce sens. Plusieurs d'entre elles se sont déjà engagées dans cette voie au travers de pratiques, de formations, de répertoires, de savoirs et savoir-faire, etc. Il sera souhaitable de mutualiser des outils de formation et d'information aux besoins que nous identifierons.



# Déclaration de Surin

Première rencontre mondiale de l'agroécologie  
et des semences paysannes\*



\*6-12 novembre  
2012, Surin,  
Thaïlande.

**D**es délégués internationaux de la Via Campesina, représentant les organisations membres régionales, se sont réunis en Asie, dans la province thaïlandaise de Surin, pour la première rencontre mondiale de l'agroécologie et des semences paysannes. Le principal objectif de la Via Campesina était ici de permettre le partage de différentes expériences et de construire une stratégie et une vision sur l'agroécologie et les semences dans le cadre global de la lutte pour la souveraineté alimentaire.

La Thaïlande a été choisie pour accueillir cette rencontre en raison de la transition que connaissent actuellement de plus en plus de ses petits exploitants qui abandonnent le modèle d'agriculture industrielle basé sur la révolution verte et se tournent vers l'agroécologie. La présence de délégués internationaux avait pour objet de soutenir la croissance du mouvement de l'agroécologie en Thaïlande qui affirme

que «la survie des petits exploitants est nécessaire à la survie de la société!». Dans le cadre de cette rencontre, les délégués ont pu s'enrichir de cette expérience pour renforcer l'agriculture paysanne agroécologique.

Après avoir échangé les expériences et opinions des délégués, et après avoir débattu des défis auxquels notre mouvement est confronté, nous sommes convaincus que l'agroécologie constitue la base de la réalisation de la souveraineté alimentaire.

Nous ne pouvons pas réaliser la souveraineté alimentaire si l'agriculture dépend d'intrants contrôlés par des entreprises, si l'impact de la technologie détruit notre mère la Terre, si nous ne nous opposons pas à la marchandisation et à la spéculation alimentaire et foncière, et si nous ne créons pas de meilleures conditions de vie pour tous ceux qui mettent à la disposition de nos communautés une alimentation saine et accessible.

L'agriculture qui suit les principes de l'agroécologie





est connue sous de nombreuses appellations de par le monde, et la *Vía Campesina* ne veut pas accorder d'importance aux noms ni aux étiquettes, qu'on parle d'agroécologie, d'agriculture biologique, d'agriculture naturelle, d'agriculture durable à faible quantité d'intrants externes, ou autres, mais nous voulons plutôt insister sur les principes essentiels défendus par le mouvement en termes écologiques, sociaux et politiques. Pour la *Vía Campesina*, la véritable agriculture paysanne durable est basée sur le retour aux méthodes d'agriculture paysanne traditionnelles, sur le développement de nouvelles pratiques écologiques, sur le contrôle et la préservation des terres et des semences, ainsi que sur l'égalité sociale et entre les sexes. Nous invitons aussi les paysans conventionnels à rejoindre notre mouvement.

Il est évident pour nous que des terres détenues selon des principes féodaux ne peuvent pas être considérées comme agroécologiques, même si elles sont exploitées sans aucun agent chimique. Une ferme contrôlée par des hommes sans que les femmes aient un pouvoir de décision ou dans laquelle les femmes ont une charge de travail plus importante n'est pas

non plus agroécologique. L'agriculture biologique qui remplace les intrants chimiques coûteux par des intrants biologiques sans modifier sa structure de monoculture n'est pas agroécologique, contrairement à ce qu'affirment certains programmes «organiques» néo-libéraux (tels que *India Organics*), et ce à quoi nous sommes fermement opposés.

Depuis au moins quatre ans, l'expérience, la pratique et les réflexions de la *Vía Campesina* ont démontré que l'agroécologie est une partie stratégique de la construction de la souveraineté alimentaire et populaire.

Nous pensons également que l'agroécologie fait partie intégrante de la réponse globale aux principaux défis et crises auxquels l'humanité est confrontée.

Premièrement, l'agriculture à petite échelle peut nourrir –et nourrit déjà– l'humanité, et elle peut résoudre la crise alimentaire par l'agroécologie et la biodiversité. En dépit de la conception erronée selon laquelle les systèmes de l'agriculture industrielle sont plus productifs, nous savons que les systèmes agroécologiques peuvent avoir un rendement par hectare supérieur à toute monoculture quelle qu'elle

soit, et ce en produisant une nourriture saine, plus nutritive et directement mise à la disposition des consommateurs.

Deuxièmement, l'agroécologie aide à répondre à la crise écologique. Avec l'agroécologie et la diversité, l'agriculture paysanne permet de refroidir la planète, en fixant le carbone dans les sols et en offrant aux paysans et aux exploitants familiaux les ressources nécessaires pour faire face au changement climatique et au nombre croissant de catastrophes naturelles. L'agroécologie fait changer l'actuel modèle énergétique et agricole dépendant du pétrole, ce qui est un des changements systémiques nécessaires pour mettre fin aux émissions.

Troisièmement l'agroécologie défend le bien commun et le collectif. En améliorant les conditions de vie des populations rurales et urbaines, l'agroécologie, en tant que pilier de la souveraineté alimentaire et populaire, affirme que la terre, l'eau, les semences et les savoirs sont récupérés par les peuples et restent leur patrimoine au service de l'humanité.

Par l'agroécologie, nous transformerons le modèle hégémonique de production alimentaire, permettant la récupération de l'écosystème agricole, rétablissant le des rapports fonctionnels entre la nature et la société, et récoltant des aliments pour nourrir l'humanité. Comme le disent les paysans des Philippines : «*Kabuhanan, Kalusugan, Kalikasan*» (pour l'économie, pour la santé et pour la Nature).

Pour nous, en tant que paysans et exploitants familiaux, l'agroécologie est également un instrument pour confronter les multinationales de l'agroalimentaire et le modèle dominant d'agriculture tournée vers l'exportation. Nous ne pourrions pas libérer les paysans des structures d'oppression établies par les grandes entreprises tant que nous n'atteindrons pas une autonomie technologique et économique face aux formes actuelles du capital agraire et financier. Également, dans le contexte des ouvriers et ouvrières agricoles et autres travailleurs et travailleuses du monde agricole, comme c'est notamment le cas aux États-Unis, nous ne parviendrons pas à libérer le monde paysan si nous ne récupérons pas cette main-d'œuvre qui est esclave du capital. L'agroécologie est donc un élément essentiel de la construction de la justice sociale dans

un nouveau système social égalitaire qui ne soit pas dominé par le capital.

L'agroécologie donne un nouveau sens à la lutte pour que la réforme agraire redonne le pouvoir au peuple. Les paysans sans terre qui se sont battus pour récupérer leurs terres et ceux qui ont reçu des terres grâce aux programmes de réforme agraire, au Brésil et au Zimbabwe, mettent en œuvre l'agroécologie comme outil pour défendre et préserver leur agriculture, non seulement pour leur famille, mais aussi pour fournir à la communauté une alimentation plus saine. La réforme agraire et l'agroécologie sont désormais la contribution des paysans et exploitants familiaux pour fournir aux peuples de nos sociétés une alimentation meilleure et plus saine. En Argentine, nous appuyons cette affirmation en disant : «*somos tierra para alimentar a los pueblos*» (nous sommes la terre qui alimente les peuples).

Nos collègues indiens nous ont annoncé que plus de 275 000 paysans se sont suicidés en Inde depuis 1995 en raison du piège de la dette causé par la dépendance aux intrants industriels. Heureusement, la nouvelle

*En Europe, la crise économique et financière met également en évidence le potentiel de l'agroécologie comme proposition du mouvement paysan à la société en relocalisant les marchés et en fournissant une nourriture beaucoup moins dépendante des combustibles fossiles, et en créant des emplois pour les chômeurs qui retournent dans les campagnes, comme c'est le cas en Europe de l'Est.*

méthode du mouvement de l'agroécologie a permis à des paysans de trouver une lueur d'espoir dans ce sombre contexte, encourageant des milliers de familles à rester dans leur village et à continuer à cultiver dans de meilleures conditions de vie. Ce mouvement d'agriculture naturelle dite «zéro budget» a ramené la vie dans des zones rurales d'Inde.

En Europe, la crise économique et financière met également en évidence le potentiel de l'agroécologie comme proposition du mouvement paysan à la société en relocalisant les marchés et en fournissant une nourriture beaucoup moins dépendante des combustibles fossiles, en apportant un nouveau dynamisme aux économies locales, et en créant des emplois pour les chômeurs qui retournent dans les campagnes, comme c'est le cas en Europe de l'Est. La réforme agraire et la régulation du marché dans le sens de la souveraineté alimentaire constituent également une solution pour les paysans d'Europe et des États-Unis qui souffrent des conséquences de la baisse des prix entraînée par la concurrence des importations à plus bas prix.

Les paysans et petits exploitants du Mali qui, comme dans le reste de l'Afrique, sont confrontés depuis des années aux attaques de l'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique), montrent comment leurs propres modèles indigènes de production agroécologique assurent le maintien de l'alimentation et des conditions de vie de millions de personnes, tout en faisant face au changement climatique sans aucun intrant externe, par la gestion souveraine et le partage de l'agrobiodiversité et des savoirs locaux.

L'agroécologie est également une alternative pour permettre à la jeunesse rurale de rester dans les campagnes avec des conditions de vie dignes, tout en restant connectée à la production et à la distribution de l'alimentation de la communauté. Ce sont ces jeunes qui nourriront les générations à venir.

Depuis 20 ans, la Via Campesina lutte fermement pour la réforme agraire, et en ce moment historique, elle doit réfléchir à ses propres pratiques pour les qualifier. Comme le crient les travailleurs sans terre du Brésil «*ocupar, resistir, produzir!*» (occuper, résister, produire!); des paysans du monde entier luttent déjà pour leurs terres, et résistent pour les défendre,

et aujourd'hui, nous affirmons que l'agroécologie permettra de nourrir les peuples. Il est temps de *produire*.

Surin, 11 novembre 2012.

# L' Agriculture Familiale, Paysanne et Durable Peut Nourrir le Monde\*

Perspectives de la Via Campesina\*



 \*Djakarta, septembre 2010.

**L**a crise internationale des prix des aliments en 2008, et la récente hausse des prix cette année, ont attiré l'attention sur les capacités du modèle alimentaire mondial à «nourrir la planète». A La Via Campesina, l'alliance internationale des paysans et paysannes et des organisations de familles d'agriculteurs, nous croyons que la production alimentaire agroécologique

par les petits producteurs est le modèle agricole le plus approprié pour répondre aux futurs besoins en alimentation.

La crise alimentaire contemporaine n'est pas une crise issue de notre capacité à produire. Celle-ci est plus attribuable à des facteurs tels que la spéculation et l'accumulation d'aliments, engagées par les multinationales de l'agro alimentaire et les

fonds d'investissement; Les injustices mondiales qui conduisent certains à trop manger alors que beaucoup d'autres n'ont pas assez d'argent pour acheter une nourriture suffisante, et/ou n'ont pas accès à la terre pour la produire; Et des politiques incohérentes comme la promotion des agrocarburants qui destinent les terres agricoles à nourrir des voitures au lieu de nourrir des hommes. Pourtant, nous ne pouvons pas nier que notre capacité collective à produire suffisamment de nourriture – et surtout la manière dont nous la produisons – est un élément essentiel du puzzle de l'éradication de la faim. C'est sur ce point que le modèle des entreprises agro-industrielles reposant sur des monocultures à large échelle se trompe, tandis que les systèmes d'agriculture durables portés par les paysans, basés sur l'agroécologie et la Souveraineté

Alimentaire offrent tant d'espoir (Altieri, 2009).

**Le système alimentaire industriel ne peut pas nourrir le monde**

Avec une estimation de 925 millions d'individus souffrant de la faim dans le monde, et des maladies endémiques causées par le système alimentaire – comme la malnutrition, l'obésité, le diabète, les maladies de cœur, le cancer et les pandémies animales – qui concernent beaucoup d'entre nous, il n'est pas exagéré de dire que le système de production alimentaire dominant ne nous garantit plus un approvisionnement en nourriture saine et de qualité. Le fait est que sous les règles de ce système, et au nom de l'économie mondiale, les aliments circulent depuis les zones où sévissent la pauvreté et la faim vers les

**Principes de l'agriculture paysanne durable**

Il est possible de trouver des exemples d'agriculture paysanne et familiale durable tout autour de la planète, mais la manière de la nommer change d'un endroit à l'autre. Il peut s'agir d'agroécologie, d'agriculture biologique, d'agriculture intégrée, d'agriculture durable, ou autres. A La Via Campesina, au lieu de dire qu'un nom vaut mieux qu'un autre, nous préférons spécifier les principes clés que nous défendons. La véritable agriculture paysanne durable vient d'une combinaison entre la sauvegarde de méthodes paysannes traditionnelles et la mise en valeur de l'innovation de nouvelles pratiques écologiques.

Parmi ces principes clés figurent ceux de l'agroécologie (Altieri, 2002):

1. Améliorer le renouvellement de la biomasse et optimiser la disponibilité des nutriments et l'équilibre des flux de nutriments.

- 2. Assurer des conditions des sols favorables pour la croissance de la plante, particulièrement par la gestion de la matière organique, la couverture des sols et l'amélioration de l'activité biologique des sols.
- 3. Minimiser les pertes en énergie solaire, en air et en eau par la gestion du microclimat, la récupération des eaux et la gestion du sol, à travers une augmentation de la couverture des sols.
- 4. La diversification génétique et des espèces de l'agroécosystème dans le temps et dans l'espace.
- 5. Valoriser les interactions biologiques bénéfiques et les synergies entre des éléments issus de la biodiversité, pour mettre en avant les processus et les services écologiques clés.

Nous ne croyons pas que la seule substitution de « mauvais » intrants

par de « bons » intrants, sans changer la structuration des monocultures, soit durable (Rosset and Altieri, 1997).

L'application de ces principes dans les réalités complexes de l'agriculture paysanne requiert l'appropriation active de modèles agricoles par nous même, paysans et paysannes, à partir de notre connaissance locale, notre ingéniosité et notre capacité à innover.

Il s'agit ici d'exploitations de tailles relativement petites gérées par des familles et des communautés paysannes. Des petites exploitations permettent le développement d'une biodiversité fonctionnelle avec des productions diversifiées et l'intégration de cultures, d'arbres et de bétail. Dans ce type d'agriculture, il n'y a pas ou peu besoin d'intrants externes, puisqu'il est possible de tout produire au sein de l'exploitation.

zones riches et abondantes. De plus, l'alimentation est homogénéisée vers un régime malsain qui repose très largement sur des graisses transformées, sucres, amidons et résidus chimiques cancérigènes, et qui reste déficient en fibres, protéines, vitamines, fruits et légumes.

Enfin, les méthodes de production utilisées par l'agriculture industrielle – monoculture, mécanisation lourde, irrigation excessive, pesticides et fertilisants chimiques, OGMs, etc. – dégradent rapidement les meilleurs sols de notre planète qui subissent compaction, salinisation, stérilisation, érosion et perte de la biodiversité fonctionnelle en surface et en profondeur. Les rendements, qui autrefois augmentaient à chaque décennie grâce aux technologies de la dite « Révolution Verte », se sont maintenant stabilisés, et dans de nombreuses régions sont même en déclin, comme on peut le remarquer sur la figure 1 (Kundu et al., 2007; pour d'autres exemples, se référer à Radford et al., 2001; et Mulvaney et al, 2009).

Il n'y a pas d'avenir pour l'humanité ni pour la planète sous ce système alimentaire dominant. En fait il y a même difficilement un présent.

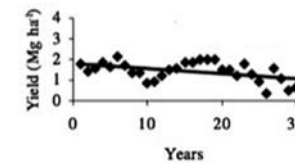


Figure 1. Le déclin à long terme des rendements en agriculture conventionnelle basée sur des fertilisants chimiques en Inde. Source: Kundu et al, 2007.

**Aujourd'hui les paysans, les paysannes et les producteurs familiaux nourrissent les populations**

Malgré le fait que l'agrobusiness contrôle la majorité des terres arables – et principalement des terres de bonne qualité – dans presque tous les pays du monde, c'est en large partie grâce aux paysans et aux producteurs familiaux que nous avons une alimentation disponible aujourd'hui. Pays après pays, les petits producteurs contrôlent moins de la moitié des terres agricoles,

et produisent pourtant la majorité des aliments consommés, comme il est montré sur la Figure 2.

Un exemple illustre bien ces faits, il provient de l'étude agricole la plus récente sur le Brésil. Les paysans et producteurs familiaux ne détiennent que 24,3% des terres agricoles, bien qu'ils représentent 84,4% des exploitations agricoles du pays, et qu'ils génèrent trois fois plus d'emplois rémunérés que ne le fait l'agrobusiness (qui au Brésil propose des salaires misérables, avec un certain nombre de cas récents d'esclavage et de servitude).



Sur ce quart de terres arables qu'ils cultivent, ces petits producteurs et productrices produisent 87% de la production totale de manioc, 70% des haricots, 46% du maïs, 34% du riz, 58% du lait, 50% des volailles, 59% du porc et 30% du bœuf, et enfin 38% du café, parmi tant d'autres produits alimentaires. Les paysans possèdent moins de 25% des terres agricoles, et pourtant ils génèrent 40% de la valeur de la production agricole totale.

Et le Brésil est un pays reconnu à l'international pour les soit disantes productivité et efficacité de ses entreprises agro-industrielles nationales et multinationales, ainsi que pour la concentration de ses exploitations aux mains d'une poignée de riches. Malgré cela, ce sont les paysans et les petits producteurs brésiliens qui nourrissent la population brésilienne, un schéma qui se répète en d'autres parties du monde. Les paysans, les paysannes et les petits producteurs ont vocation à produire des aliments. Les entreprises agro-industrielles ont vocation à produire pour l'export. L'agrobusiness brésilien est plus apte à nourrir les bovins en Europe ou à produire de l'éthanol pour les voitures



qu'à nourrir un enfant souffrant de la faim au Brésil.

Pour nourrir les générations futures, nous devons prendre soin de la Terre. Les paysans et les paysannes nourrissent la planète aujourd'hui, mais comment ferons-nous pour la nourrir demain? Si nous suivons la voie du «business généralisé», nous allons voir encore plus de terres entre les mains des agro-industriels qui aujourd'hui ne parviennent pas à nourrir correctement la population, et qui sont en train de détruire la capacité productive des sols pour les générations futures.

Les entreprises déplacent leur production en d'autres points du monde à travers la délocalisation, et n'ont pas d'attachement géographique déterminé. Elles n'ont aucunes considérations dans la conservation, la restauration et la construction de la fertilité des sols.

Elles préfèrent extraire le plus possible et le plus vite possible, dans la recherche de profits immédiats, et abandonnent une zone donnée lorsque le pic de production est atteint et qu'il diminue en raison de la dégradation des sols. Ils se déplacent, se délocalisent autre part, et laissent derrière eux des agro écosystèmes

et des économies locales dévastées.

A l'inverse, les familles de paysans et de petits producteurs, sont enracinées à l'endroit même où leurs ancêtres ont cultivé pendant des années, et où leurs enfants et petits enfants cultiveront à l'avenir.

Cela leur donne des raisons d'entretenir la capacité productive de la terre et de l'environnement proche. C'est précisément dans l'agriculture familiale et paysanne que l'on voit se développer des pratiques agricoles traditionnelles et durables et que l'on observe un développement rapide de l'agroécologie.

**L'Agroécologie conserve et restaure les sols et les agroécosystèmes**

Avec tant de sols dégradés et de chutes de productivité partout dans le monde, il est primordial que nous utilisions des pratiques agricoles visant à restaurer les sols, basées sur des méthodes agroécologiques et traditionnelles. Parmi les principes de l'agroécologie figurent l'incorporation de la biomasse et de la matière organique dans les sols, la protection des sols contre les températures élevées et l'érosion par le paillis, les plantes de couverture, les plantations selon les courbes de niveau, etc., et la valorisation de la biologie et de la microfaune des sols (Pretty, 1995; Altieri et al. 2000; Altieri, 2002).

En Amérique Centrale, des dizaines de milliers de petits producteurs ont récupéré des flancs de coteaux érodés, et ont pu restaurer et relancer la productivité grâce à l'échange de savoirs-faires agroécologiques de paysans-à-paysans (Holt-Giménez, 2006). Alors que la monoculture industrielle dégrade les sols et conduit à la perte de biodiversité, l'agroécologie restaure les sols.

Outre la restauration des sols et des agroécosystèmes, l'agroécologie est aussi un moyen fiable d'empêcher les invasions de ravageurs. Par exemple, en Afrique de l'Est, le système de polyculture intercalaire «push-pull»

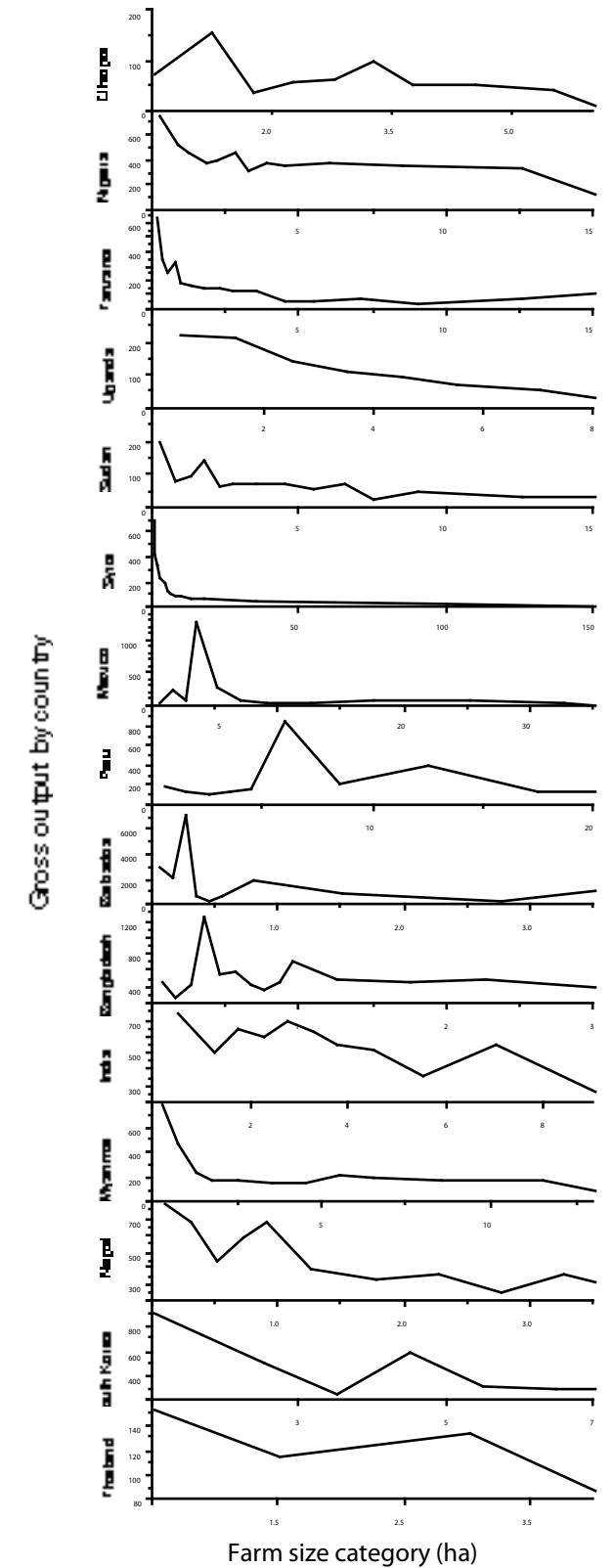
est très efficace pour lutter contre les Lépidoptères foreurs de tiges. Ce système repose sur l'utilisation d'autres plantes en bordure du champ de maïs ou intercalées avec le maïs, constituant une culture-piège (push) qui protège la colonisation du foreur de tige du maïs (pull), ( ). Les producteurs qui expérimentent ce système au Kenya déclarent avoir des rendements en maïs 37% à 129% supérieurs, sans aucun pesticides chimiques (Khan et al., 2008).

**L'agroécologie peut produire plus et nourrir le monde**

En dépit d'une idée fautive largement répandue sur le fait que les systèmes de production industriels de l'agro-alimentaire sont les plus productifs, de nombreuses études menées ces dernières années ont montré que:

- 1) les petites exploitations sont plus productives que les grandes (Rosset, 1999), et
- 2) les systèmes «agroécologiques», «durables» et/ou «biologiques» sont aussi productifs, et dans de nombreux cas plus productifs, que les monocultures dépendantes des produits chimiques (Badgley et al., 2007; Pretty and Hine, 2001; Pretty et al, 2003). Les systèmes les plus productifs par unité de surface sont les systèmes agroécologiques les plus autonomes sur de petites exploitations

Les recherches montrent que dans les pays en voie de développement, les systèmes de production biologique ont en moyenne des rendements à l'hectare 2,7 fois plus élevés que dans des systèmes non-biologiques. On peut remarquer des différences semblables dans les



Les graphiques de la Figure 3 montrent les données sur la production totale par unité de surface par rapport à la taille des exploitations, pour les pays où de telles données sont disponibles. Même si la notion de «petite» ou de «grande» exploitation peut varier d'un pays à l'autre, dans tous les cas, la production des petites exploitations dépasse très largement celle des grandes exploitations (Rosset, 1999).

**Philippines: Le riz biologique produit plus et mieux**

Des recherches menées aux Philippines montrent que les rendements du riz des exploitations biologiques sont 37,4% supérieurs aux rendements du riz conventionnel en saison sèche.

En production biologique, les résultats montrent qu'il ne s'agit pas uniquement d'un rendement en tonnes par hectares plus élevé, mais aussi d'un plus grand poids du grain dans la panicule (Tableau 1). Le nombre de grains par épi était plus élevé au sein des exploitations biologiques, alors que le pourcentage de grains vides était comparable entre les fermes biologiques et conventionnelles (Mendoza, 2002).

Exploitations	Grain plein par épi	Grain vide par épi	% de grain vide	Poids de 1000 grains (g)
Exploitation biologique	91.5	24.1	20.0	27.4
Exploitation à faibles intrants externes (LEISA)	44.9	25.8	36.0	23.4

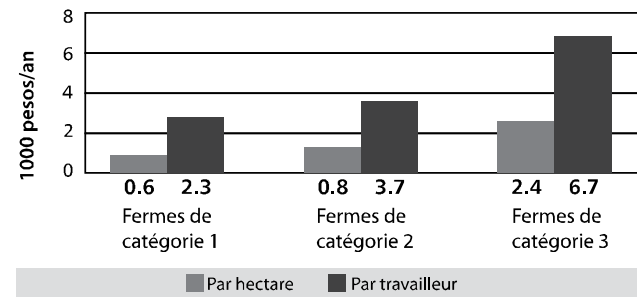


Figure 4. Productivité des exploitations à Cuba, depuis le plus bas (Category 1) au plus haut (Category 3) degré d'intégration agroécologique (Machín Sosa et al, 2010)

pays développés, alors qu'à l'échelle internationale, les rendements sont 1,3 fois supérieurs (Badgley et al, 2007).

En fait il n'existe pas de réel argument en faveur de l'agriculture industrielle si l'on s'intéresse vraiment au futur de l'alimentation de la population à l'échelle internationale.

A la Via Campesina, nous avons mené nos propres recherches dans plusieurs parties du monde. Nous avons observé que les exploitations agroécologiques sont nettement plus productives, autant par unité de surface que par quantité de travail fourni. Plus une exploitation agricole combine agriculture et élevage, cultures associées et cultures de rotation, utilise l'agroforesterie, et de manière générale fait preuve d'une très haute biodiversité fonctionnelle, plus elle est autonome et intégrée d'un point de vue agroécologique (voir l'exemple de la Figure 4).

De tels systèmes ne sont pas uniquement plus productifs, ils ont également des coûts bien moindres, surtout en termes de produits chimiques et de mécanisation agricole (Machín Sosa et al., 2010). De nombreux paysans et paysannes et familles de producteurs qui font partie de nos organisations membres en Inde, figurent par exemple parmi les quatre millions de membres du mouvement "Zero Budget Natural Farming", au sein duquel les producteurs et productrices n'achètent aucun intrants en dehors de l'exploitation. Ils s'appuient à la place sur les engrais verts, le paillis, les plantes de couverture et les vers de terre, et obtiennent de bons résultats tant sur le plan économique qu'environnemental. Les systèmes paysans agroécologiques sont utiles pour faciliter

l'accès aux variétés de semences traditionnelles qui sont de plus en plus menacées d'extinction par le régime de contrôle commercial de semences par les entreprises. Pour cette raison, nos organisations membres du Chili, de Cuba, du Brésil, de Tanzanie, d'Indonésie, du Sri Lanka, de Thaïlande, de France et d'ailleurs, sont impliquées de manière active dans la conservation et la multiplication des variétés de semences paysannes.

#### L'agroécologie est plus résiliente face au changement climatique

De la même manière, les systèmes de productions agroécologiques intégrés sont largement reconnus pour leurs capacités d'adaptation et de résilience face au changement climatique, concernant les sécheresses, les ouragans, les changements climatiques, et les modifications du calendrier de semis. Le degré élevé de diversité à l'intérieur même de l'exploitation, rendu possible par l'agroécologie, permet lorsqu'une culture est affectée négativement, d'assurer une compensation par une autre culture. Le paillis et les engrais verts qui couvrent le sol les protègent de l'érosion, des températures élevées et conservent l'humidité. La diversité des variétés et des ressources génétiques, permettent aux exploitations paysannes d'être mieux préparées pour s'adapter aux changements environnementaux que dans le cas d'une agriculture commerciale homogène (Borron, 2006; Altieri and Koohafkan, 2008; Altieri and Nicholls, 2008; Chappell and LaValle, 2009). Nos propres recherches démontrent la résilience des systèmes agroécologiques face aux impacts dévastateurs des ouragans. Dans une étude, nous avons comparé les différents étages des systèmes agroécologiques paysans aux systèmes de monocultures. Les résultats montrent que les systèmes complexes souffrent d'environ 50% de pertes –principalement sur les étages supérieurs– sous l'effet premier de la tempête, tandis que les monocultures subissent des pertes de plus de 80%. Après ces premières pertes, les exploitations à étages multiples récupèrent rapidement leurs rendements par compensation de la croissance des plantes des plus bas niveaux, alors que les monocultures n'ont pas cette capacité, et subissent donc des pertes presque totales (Machín Sosa et al.,

2010). Dans les conclusions de notre étude, il est apparu clairement que dans les pays et les régions les plus à même à souffrir d'événements climatiques majeurs, les systèmes agroécologiques ne représentent pas seulement une option, mais une nécessité.

#### La Production agroécologique a besoin des organisations de producteurs et de politiques publiques de soutien

Si nous sommes d'accord sur le fait que les systèmes agroécologiques sur de petites exploitations présentent de meilleures productivités, conservent les sols, restaurent les productivités sur des écosystèmes dégradés, et sont plus résilients face au changement climatique, alors la question clé n'est pas de savoir si nous devons, mais comment nous pouvons promouvoir une transition vers ce type de systèmes. L'expérience de l'Amérique Centrale (Holt-Giménez, 2006) et de Cuba (Machín Sosa et al., 2010), nous montre que la recherche conventionnelle descendante et ses systèmes de vulgarisation, ainsi que les méthodes "projet" de nombreux gouvernements et ONGs, ne parviennent pas à accompagner de manière efficace les producteurs dans la transition. Puisque les systèmes agroécologiques nécessitent la mobilisation de l'ingéniosité des paysans et des paysannes, les approches qui fonctionnent le mieux sont celles dans lesquelles les producteurs sont eux-mêmes acteurs du rétablissement, du développement et du partage de méthodes. Cela ne peut se réaliser qu'au sein d'organisations paysannes, à travers des démarches telles que les échanges de paysan-à-paysan, les méthodes communautaires, les centres de formation agricole, etc. (Machín Sosa et al., 2010). Cependant, ces organisations paysannes nagent à contre-courant lorsqu'elles ne peuvent pas compter sur des politiques publiques efficaces. Ces politiques doivent inclure : une vraie réforme agraire pour mettre entre les mains des paysans, des paysannes et des familles de producteurs les terres agricoles ; la fin des subventions, directes ou indirectes, destinées au soutien de la production industrielle, y compris des intrants chimiques et des OGMs ; l'annulation des politiques de libre échange qui rendent la production agricole non-rentable. Il faut promouvoir un changement global des politiques

qui sont hostiles aux petits producteurs et à leurs organisations, vers des politiques qui soutiennent nos propres efforts pour innover et développer des méthodes de production agroécologiques qui soient ensuite partagées de manière horizontale. Le temps est venu d'agir, de construire une véritable souveraineté alimentaire dans chaque pays, basée sur la production agroécologique par les paysans, paysannes et familles de producteurs, pour enfin maîtriser nos propres destins.

Nous réclamons des politiques publiques pour soutenir une agriculture paysanne et familiale durable :

- Mise en œuvre d'une vraie réforme agraire, arrêt de l'accaparement des terres, et respect de nos terres et territoires.
- Réorientation de la recherche agricole et des systèmes de vulgarisation vers le soutien des innovations agroécologiques, les échanges de paysan-à-paysan, et entre organisations de producteurs, clé vers l'agroécologie.
- Modification de la manière dont les agronomes sont formés. L'agroécologie et les sciences sociales doivent occuper une place centrale dans les programmes, qui devraient insister sur le respect des connaissances paysannes et sur l'importance des organisations de producteurs.
- Vaste implémentation de politiques pour la Souveraineté Alimentaire, comme la protection des marchés nationaux du dumping, de l'accumulation et de la spéculation par les entreprises, et la mise en place de systèmes de garantie de prix équitables pour la production alimentaire paysanne.
- Soutien aux systèmes de semences paysannes et abrogation des lois contre les semences paysannes.
- Réorientation du secteur public des approvisionnements alimentaires en donnant la priorité aux productions écologiques des paysans et paysannes, et à des prix équitables.

- Soutien et promotion du commerce de proximité des produits écologiques des paysans, création de liens entre les coopératives rurales et urbaines, etc.
- Fin des subventions pour les produits chimiques agricoles, et interdiction des pesticides toxiques et des OGMs.

Rupture et interdiction des monopoles et oligopoles des entreprises nationales et internationales, qui s'emparent et faussent les politiques pour leurs propres bénéfices, au détriment des producteurs et des consommateurs.

### Bibliographie

Altieri, Miguel A. 2002. Agroecology: the science of natural resource management for poor farmers in marginal environments. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 93:1–24.

Altieri, Miguel. 2009. Agroecology, small farms, and food sovereignty. *Monthly Review* 61(3):102-113.

Altieri, Miguel A, P. Rosset and L.A. Thrupp. 2000. The potential of agroecology to combat hunger in the developing world. *Institute for Food and Development Policy, Food First Policy Brief no. 2*, 12 pp.

Altieri, Miguel A., and Parviz Koochafkan. 2008. *Enduring Farms: Climate Change, Smallholders and Traditional Farming Communities*. Penang: Third World Network.

Altieri, Miguel A., and Clara Nicholls. 2008. Los impactos del cambio climático sobre las comunidades campesinas y de agricultores tradicionales y sus respuestas adaptativas. *Agroecología (Spain)* 3:7-28.

Badgley, C., J.K. Moghtader, E. Quintero, E. Zakem, M.J. Chappell, K.R. Aviles, Vázquez, A. Samulon, and I. Perfecto. 2007. Organic agriculture and the global food supply. *Renewable Agriculture and Food Systems* 22(2): 86–108.

Borron, Sarah. 2006. *Building Resilience for an Unpredictable Future: How Organic Agriculture Can Help Farmers Adapt to Climate Change*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Chappell, Michael Jahi, and Liliana A. LaValle. 2009. Food security and biodiversity: can we have both? An agroecological analysis. *Agriculture & Human Values*,

published on-line DOI 10.1007/s10460-009-9251-4.

ETC Group. 2009. Who will feed us? Questions for the food and climate crisis. *ETC Group Communiqué* 102:1-34.

Holt-Giménez, Eric. 2006. *Campesino a Campesino: Voices from Latin America's Farmer to farmer Movement for Sustainable Agriculture*. Oakland: Food First Books.

Khan, Z.R., C. A.O. Midega, D.M. Amudavi, A. Hassanali and J.A. Pickett. 2008. On-farm evaluation of the 'push-pull' technology for the control of stemborers and striga weed on maize in western Kenya. *Field Crops Research* 106(3):224-233.

Kundu, S., Ranjan Bhattacharyya, Ved Prakash, H.S. Gupta, H. Pathak, and J. K. Ladha. 2007. Long-term yield trend and sustainability of rainfed soybean-wheat system through farmyard manure application in a sandy loam soil of the Indian Himalayas. *Biology & Fertility of Soils* 43:271–280.

Machín Sosa, Braulio, Adilén María Roque Jaime, Dana Rocío Ávila Lozano and Peter Michael Rosset. 2010. *Revolución Agroecológica: El Movimiento de Campesino a Campesino de la ANAP en Cuba*. Havana: ANAP and La Vía Campesina. <http://www.viacampesina.org/downloads/pdf/sp/2010-04-14-rev-agro.pdf>

Ministério do Desenvolvimento Agrário (MDA). 2009. *Agricultura familiar no Brasil e o Censo Agropecuario 2006*. Brasília: Ministério do Desenvolvimento Agrário.

Mendoza, T. 2002. Impact Analysis of Organic Farming in Rice Agroecosystems In the Philippines. First RDA/ARNOA International Conference, RDA and Dankook University of Korea, November 12-15, 2002.

Mulvaney, R.L, S.A Khan., and T.R. Ellsworth. 2009. Synthetic nitrogen fertilizers deplete soil nitrogen: a global dilemma for sustainable cereal production. *Journal of Environmental Quality* 38:2295-2314.

Pretty, J., 1995. *Regenerating Agriculture: Policies and Practices for Sustainability and Self-Reliance*. London: Earthscan.

Pretty, J., and R. Hine. 2001. Reducing food poverty with sustainable agriculture: A summary of new evidence. Final report from the "SAFE-World: The

potential of sustainable agriculture to feed the world" Research Project. Wivenhoe Park, UK: Centre for Environment and Society, University of Essex.

Pretty J., J.I.L Morison and R.E. Hine. 2003. Reducing food poverty by increasing agricultural sustainability in developing countries. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 95:217–234.

Radford, B. J., D. F. Yule, D. McGarry, and C. Playford. 2001. Crop responses to applied soil compaction and to compaction repair treatments. *Soil and Tillage Research* 61(3-4):157-166.


Rosset, P.M. 1999. The Multiple Functions and Benefits of Small Farm Agriculture in the Context of Global Trade Negotiations. *Institute for Food and Development Policy, Food First Policy Brief No. 4*.

Rosset, P.M., and M.A. Altieri. 1997. Agroecology versus input substitution: a fundamental contradiction of sustainable agriculture. *Society & Natural Resources* 10(3): 283-295.



# *L'agriculture paysanne agroécologique: Pour la souveraineté alimentaire et la Terre-Mère\**

Nouveau document proposé pour la VIe Conférence de La Via Campesina :  
Analyse, position et programme de travail de la Commission d'agriculture paysanne  
durable de la Via Campesina\*

 \*Document élaboré par la Commission et d'autres  
délégués à la Première Rencontre mondiale de  
l'agroécologie et des semences paysannes de  
La Via Campesina  
du 6 au 12 novembre 2012, à Surin et Bangkok,  
Thaïlande.

## **L'agriculture paysanne agroécologique dans la lutte pour les territoires**

**D**ans le monde aujourd'hui, notre système alimentaire et notre mode de vie rural sont attaqués par le capital financier transnational et les sociétés transnationales (STN) avec l'appui de gouvernements, des traités de libre-échange et d'institutions financières internationales comme l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. La restructuration néolibérale, la libéralisation, la privatisation et la déréglementation ont mis la table pour une vague de nouveaux investissements et de capitalisation des agro-industries et d'autres entreprises qui exploitent les ressources rurales pour les produits d'agroexportation, les agrocombustibles, les plantations industrielles (« les déserts verts »), les mines, les barrages et les autres

infrastructures de développement, le tourisme, la vente des produits agrotoxiques et transgéniques, etc. Le capital a « réinvesti » les zones rurales à une échelle que l'on n'avait pas vue depuis la conquête coloniale. C'est ce qui a déclenché l'accaparement massif des terres, et causé l'affrontement entre les paysans, les peuples autochtones et les autres populations rurales et les STN, le capital et les gouvernements dans une véritable guerre pour la terre et le territoire. Les forces répressives expulsent et déplacent les populations rurales et criminalisent leurs mouvements, alors que les médias de masse, appartenant au capital, condamnent la contestation sociale. Lorsque les populations rurales perdent leurs terres et leurs territoires, ceux-ci tombent entre les mains de l'agro-industrie et des autres accapareurs de terres. L'agro-industrie favorise la monoculture industrielle qui produit des aliments

coûteux et malsains rendant les gens malades, détruit le tissu social des communautés rurales, vide les campagnes de leurs populations, empoisonne le sol avec les agrottoxiques et les transgéniques, et est une composante d'un système alimentaire privé mondial qui est une des principales sources d'émissions des gaz à effet de serre à l'origine des changements climatiques.

Nous, les femmes et les hommes, les aînés et les jeunes, les paysans, les peuples autochtones, les travailleurs agricoles, les éleveurs et les autres populations rurales, nous luttons pour défendre et reprendre nos terres et territoires afin de conserver notre mode de vie, nos communautés et notre culture. Nous défendons et reprenons aussi nos territoires parce que l'agriculture paysanne agroécologique que nous pratiquons est un élément de base de la construction de la *souveraineté alimentaire* et la première ligne de notre défense de la *Terre-Mère*. Nous nous engageons à produire de la nourriture pour les êtres humains, c.-à-d. les membres de nos communautés, peuples et nations, et non de la biomasse pour la production de cellulose, d'agrocombustibles ou de produits d'exportations vers d'autres pays. Les peuples autochtones que nous comptons parmi nous, et toutes nos traditions et cultures rurales, nous enseignent le respect de la Terre-Mère. Nous nous engageons à recouvrer nos connaissances agricoles ancestrales et à nous approprier les éléments de l'*agroécologie* (qui dans les faits découle en grande partie de nos connaissances accumulées) de manière à produire en harmonie avec notre Terre-Mère et à prendre bien soin d'elle. Notre modèle est le « modèle de la vie, » composé de fermes dans lesquelles vivent des paysans, de communautés rurales peuplées de familles, de campagnes avec des arbres et des forêts, des lacs, des rivières et des côtes. Il est aux antipodes du « modèle de la mort » des transnationales, lequel comprend une agriculture sans paysans et sans familles, des monocultures industrielles, des zones

*Ce point est particulièrement important maintenant parce que l'agroécologie elle-même est contestée par les grandes sociétés, les gouvernements et la Banque mondiale.*

rurales sans arbres, des déserts verts et des terres à l'abandon empoisonnées par les agrottoxiques et les transgéniques. Nous nous confrontons activement au capital et à l'agro-industrie en leur disputant la terre et le territoire.

Lorsque nous contrôlons un territoire, nous cherchons à pratiquer l'*agriculture paysanne agroécologique* basée sur les *systèmes de semences paysannes*, laquelle est manifestement meilleure pour la Terre-Mère parce qu'elle aide à *refroidir la planète*. Ce type d'agriculture est plus productif par unité de superficie que les monocultures industrielles, offrant le potentiel de nourrir le monde avec des aliments sains, sans danger et produits localement tout en garantissant une vie digne pour nous-mêmes et les générations futures de populations rurales. La souveraineté alimentaire basée sur l'agriculture

paysanne agroécologique offre des solutions aux crises alimentaire, climatique et autres du capitalisme auxquelles l'humanité est confrontée.

## 2. Que signifie l'agroécologie pour nous?

Nous avons consacré les 5 dernières années à faire des consultations internes régionales, continentales et mondiales sur l'agroécologie. Une de nos tâches a été de nous doter d'une compréhension commune de ce que l'agroécologie et l'agriculture paysanne agroécologique signifient pour nous. Ce point est particulièrement important maintenant parce que l'agroécologie elle-même est contestée par les grandes sociétés, les gouvernements et la Banque mondiale, appuyés par les chercheurs et les intellectuels qui travaillent volontairement ou involontairement pour eux. On peut observer cette tentative néolibérale de coopter l'agroécologie dans les programmes « d'agriculture biologique » gouvernementaux qui font la promotion de l'exportation de produits biologiques cultivés en monoculture pour des marchés à créneaux, et subventionnent les entreprises pour la production d'intrants biologiques encore plus coûteux que les

produits agrottoxiques dont l'achat a plongé tant de familles rurales dans l'endettement. On peut également l'observer dans la soi-disant « agriculture intelligente qui atténue les effets des changements climatiques » de la Banque mondiale qui, à l'instar du programme REDD pour les forêts, permettrait aux transnationales de devenir les propriétaires du carbone dans le sol des champs des paysans et de leur dicter les pratiques de production permises, le tout sous prétexte de permettre aux entreprises grandes pollueuses de continuer de contaminer et de réchauffer la planète.

Nous croyons que l'agroécologie trouve son origine dans les connaissances et la sagesse accumulées des populations rurales, organisées dans un dialogue entre les différents types de connaissances (« un dialogue de savoirs ») pour produire la « science », le mouvement et les pratiques agroécologiques. Ainsi, tout comme les semences, l'agroécologie est un patrimoine des populations rurales et nous la mettons au service de l'humanité et de la Terre-Mère, gratuitement et sans brevet. Elle nous « appartient » et elle n'est pas à vendre. Et nous défendons ce que signifient l'agroécologie et l'agriculture paysanne agroécologique pour nous contre toute tentative de cooptation. Pour nous, l'agroécologie a des fondements à la fois biologiques et sociaux. Pour mettre l'accent sur les éléments sociaux et culturels qui sont inséparables du tout, nous l'appelons agriculture *paysanne* agroécologique. On peut trouver des exemples de cette agriculture paysanne agroécologique partout sur la planète, même si les noms utilisés varient beaucoup d'un endroit à l'autre : agroécologie, agriculture biologique, agriculture naturelle, agriculture durable, etc. À la Via Campesina (LVC), nous refusons de dire qu'un de ces noms est meilleur que les autres; nous désirons plutôt spécifier les principes essentiels que nous défendons. Parmi les principes biologiques clés qui sous-tendent

les pratiques agricoles agroécologiques, on trouve:

1. Améliorer le recyclage de la biomasse, optimiser la disponibilité des nutriments et équilibrer le flux de nutriments.
2. Assurer des conditions du sol favorables à la croissance des plantes, notamment par la gestion de la matière organique, les cultures de couverture et l'amélioration de l'activité biotique du sol.
3. Réduire au minimum les pertes d'énergie solaire, d'air et d'eau au moyen de la gestion des microclimats, la récolte de l'eau et la gestion des sols en augmentant son couvert végétal.
4. Diversification des espèces et génétique de l'agroécosystème dans le temps et l'espace.
5. Amélioration des interactions et des synergies biologiques bénéfiques entre les éléments de l'agrobiodiversité afin de promouvoir les processus écologiques clés.

Nous ne croyons pas que le simple remplacement des intrants « mauvais » par de « bons » intrants (comme le font les programmes biologiques gouvernementaux), sans toucher la structure des monocultures, soit agroécologique. Nous ne pensons pas que l'agroécologie peut être mise en œuvre en suivant des recettes; il faut plutôt appliquer ses principes en tenant compte de chaque situation spécifique et en se basant sur les connaissances, la créativité et l'initiative des populations rurales. L'application des principes biologiques dans le monde complexe et diversifié de l'agriculture paysanne exige que les paysans et paysannes s'approprient eux et elles-mêmes les systèmes agricoles, en utilisant leurs connaissances locales, leur ingénuité et leur capacité d'innover. Nous parlons ici de fermes relativement petites gérées par des familles paysannes et des communautés. Les petites fermes permettent le développement d'une biodiversité fonctionnelle avec une production

diversifiée et l'intégration des cultures, des arbres et des animaux d'élevage. Dans ce type d'agriculture, les besoins en intrants externes sont faibles ou nuls, car tout peut être produit sur la ferme elle-même. Pour souligner les principes sociaux et culturels qui sous-tendent notre vision paysanne de l'agroécologie, nous défendons ou rejetons les éléments suivants:

#### **Dans l'agroécologie, nous défendons...**

L'intégration de l'humanité, en harmonie et en équilibre avec la Nature;

Tout comme la réforme agraire et la défense du territoire et des marchés nationaux et locaux, l'agroécologie est une composante de base de la souveraineté alimentaire

L'agroécologie aide à développer l'autonomie

Elle commence avec les semences paysannes et autochtones

Elle est un processus social, culturel et politique et un outil de transformation collective de la réalité.

Elle est basée sur l'échange, la coopération et l'action collective des gens.

Elle est basée sur le dialogue horizontal entre les connaissances paysannes, autochtones et «scientifiques».

Elle est holistique et respecte la Terre-Mère.

Les femmes y jouent un rôle clé et l'agroécologie aide à créer de nouvelles relations à l'intérieur de la famille et contre le patriarcat.

L'agroécologie offre de nouveaux rôles importants aux jeunes.

Elle est libératrice et renforce notre identité collective en tant que paysans, peuples autochtones et autres expressions sociales et culturelles du monde rural.

Elle doit être centrée sur l'alimentation des populations avec des aliments sains produits en harmonie avec la Terre-Mère.

Ses valeurs sont communautaires et anticapitalistes.

#### **Ne font pas partie de l'agroécologie**

Le technocentrisme, l'intellectualisme, le réductionnisme et le verticalisme du haut vers le bas. Les agrottoxiques, les transgéniques et les monocultures.

Le remplacement des intrants et l'agriculture biologique



néolibérale qui ne portent pas atteinte au modèle de la monoculture.

La «certification» externe des semences et des fruits de notre travail.

Les agroentreprises et le commercialisme.

La privatisation du savoir.

La propriété intellectuelle du vivant.

Le capitalisme et le néolibéralisme.

Les paiements pour services environnementaux et la marchandisation des semences, de l'eau, des forêts, de la biodiversité, du carbone et de la nature.

L'accaparement des terres et les grandes propriétés terriennes privées (latifundio)

Le patriarcat et d'autres formes d'exploitation.

La séparation des êtres humains de la Nature.

Nous considérons que l'agroécologie est un enjeu inextricable du conflit territorial avec l'agro-industrie et le capital. La défense du modèle de l'agroécologie paysanne durable est pour nous une question primordiale. La production paysanne n'est pas un mode de production «alternatif» C'est le modèle de production qui a permis de nourrir le monde pendant des milliers d'années et c'est encore le modèle dominant de production alimentaire. Plus de la moitié

de la population mondiale travaille dans le secteur de l'agriculture paysanne et la grande majorité de la population mondiale dépend de ce type d'agriculture pour se nourrir. Les producteurs d'aliments à petite échelle fournissent aujourd'hui environ 70 % de toute la nourriture consommée par l'humanité. Ce modèle, la voie paysanne («*La Via Campesina*») est la meilleure manière de nourrir le monde de demain, de répondre aux besoins des populations, de protéger l'environnement, de refroidir la planète et de préserver notre patrimoine naturel ainsi que nos biens communs. L'agroécologie paysanne est un modèle de production socialement juste, respectueux des identités et des savoir-faire des communautés, qui privilégie les marchés locaux et nationaux et renforce l'autonomie des personnes et des communautés.

#### **3. Qu'est-ce que l'agriculture paysanne agroécologique?**

L'agriculture paysanne n'est pas un « modèle économique de production », c'est un mode de vie, et elle a donc des aspects complexes. Les pratiques de production et de consommation que La Via Campesina défend ont les caractéristiques suivantes :

#### **Les paysans et les petits agriculteurs sont au cœur du système de production**

Celui-ci est diversifié, basé sur l'agriculture familiale et paysanne. La production est développée et renouvelée basée sur les racines culturelles des paysans et des familles agricoles, des femmes et des hommes, des jeunes et des aînés. Ce modèle peut nourrir des populations entières. Il est en mesure d'assurer à toute la population rurale une vie socialement, culturellement et économiquement digne à partir du travail de la terre et a fait ses preuves depuis de nombreuses générations.

Dans le modèle de l'agriculture paysanne, les droits fondamentaux sont respectés et toutes les politiques devraient être centrées sur les personnes et non le marché: nous parlons ici de sociétés rurales justes. *Cela inclut la protection des paysans, des peuples autochtones et des communautés d'ascendance africaine ainsi que de leurs valeurs culturelles et humaines. Ces populations sont les ressources humaines de base de la*



*production alimentaire. S'il n'y a ni hommes ni femmes pour travailler la terre, il ne peut y avoir d'agriculture. Et sans agriculture, que mangeraient les gens?*

#### **La production est aussi autonome que possible**

Avec l'agroécologie, nous construisons notre autonomie de la spéculation financière, des marchés des produits de base, des banques et des autres sources de crédit, des fournisseurs de semences commerciales, de produits agrochimiques, de machinerie, d'équipement d'irrigation et d'autres intrants, de l'assistance technique externe, des connaissances imposées, etc. La récupération, la défense, le renforcement et le développement des systèmes de semences paysannes et autochtones sont essentiels tout comme la récupération, l'innovation et les échanges de connaissances agricoles paysannes sur comment produire en utilisant nos propres ressources locales.

#### **Elle refroidit la planète et résiste mieux aux changements climatiques**

La relocalisation et la production écologique des aliments, à travers la souveraineté alimentaire basée sur l'agriculture paysanne agroécologique, constituent

la meilleure solution au réchauffement planétaire causé par les émissions de gaz à effet de serre. La diversité génétique des systèmes de semences paysannes et la résilience et résistance des pratiques agroécologiques aux sécheresses, aux ouragans et aux variations de température et de précipitation offre le seul espoir que l'humanité puisse survivre aux changements climatiques tout en luttant pour refroidir la planète.

### **Les femmes et les hommes luttent ensemble contre le patriarcat et pour mettre fin à la violence contre les femmes**

Nous nous engageons à confronter le patriarcat et la violence contre les femmes dans la société, au sein de notre mouvement et de nos organisations et au sein de nos familles. Nous avons observé comment la transition de la monoculture dominée par les hommes à l'agriculture paysanne agroécologique diversifie les rôles et les opportunités pour tous les membres de la famille et de la communauté paysanne, en réduisant la concentration du pouvoir, des revenus et de la prise de décision dans les mains des hommes. Dans notre vision, les femmes sont traitées d'égal à égal avec les hommes et ont un accès complet aux moyens de production. Les femmes participent pleinement aux prises de décision de leurs familles, de leurs communautés et des organisations qui les représentent.

### **Une place pour les jeunes maintenant et dans le futur**

Alors que le modèle des monocultures laisse peu de place et presque aucun avenir aux jeunes, la diversification agroécologique génère des occasions de créer et de mener une vie digne, intéressante et enrichissante pour les jeunes des régions rurales, permettant ainsi la construction d'un véritable avenir pour les jeunes ruraux. En l'absence d'options permettant aux jeunes de rester à la campagne, il n'y a aucun avenir pour les communautés rurales ni pour notre système alimentaire.

### **Accès aux moyens de production et contrôle de leur utilisation**

Il faut que les communautés rurales paysannes, autochtones et autres contrôlent collectivement la

terre et le territoire, y compris l'eau et les forêts, et qu'elles soient capables de produire et de reproduire leurs propres semences. Cela leur permettra de laisser aux générations futures un sol riche et fertile capable de fournir de nombreux produits dans un système de production diversifié. La défense du territoire et une véritable réforme agraire intégrale, visant à reprendre les terres perdues et les étendre, sont essentielles pour remettre la terre à ceux et celles qui la travaillent et pour créer une agriculture paysanne dynamique. La lutte contre les lois néolibérales qui criminalisent l'échange de semences paysannes et privatisent les ressources génétiques est également essentielle pour assurer un accès continu à ces moyens de production indispensables.

### **Les économies et les marchés locaux et nationaux sont prioritaires**

Les besoins locaux et nationaux sont prioritaires et les paysans et petits agriculteurs doivent jouir d'une priorité d'accès à leurs propres marchés locaux et nationaux. Ils doivent être en mesure de contrôler la commercialisation et la transformation locale de leurs produits, en collaboration avec leurs communautés et les consommateurs urbains, de sorte que ces produits puissent être vendus à des prix équitables pour les producteurs et les consommateurs. Cela signifie une relocalisation de la production, c.-à-d. de produire localement ce que la population locale consomme, la création de circuits courts entre d'une part les paysans et les fermes familiales et de l'autre les consommateurs, avec des prix équitables tant pour les producteurs que les consommateurs, notamment les citoyens pauvres, à l'aide de réseaux économiques solidaires. L'agriculture paysanne emploie de nombreuses personnes, et pas seulement celles qui travaillent directement en agriculture. Elle est un pilier de l'économie locale et contribue à maintenir le dynamisme des villes et des villages. Elle permet aux collectivités de renforcer leur propre culture et leur identité. Une économie rurale équitable basée sur les familles paysannes procure aussi les fondements d'un développement économique national solide.

### **Le savoir et les cosmovisions des familles paysannes et des peuples autochtones sont cruciaux**

Le savoir et les cosmovisions des paysans, des

peuples autochtones et des petits fermiers sont des pierres angulaires du développement de ce modèle de production. Elles aident à maintenir les variétés et les races locales ainsi que la biodiversité du milieu, par exemple dans les forêts contrôlées et gérées par la communauté.

### **La promotion des méthodes agroécologiques**

L'agriculture paysanne agroécologique exige la récupération, l'innovation et surtout le partage des connaissances et des pratiques au moyen de dialogues entre les différents types de savoir. À cette fin, nous menons un grand nombre d'activités horizontales d'échange d'expériences et de connaissances au sein de territoires, entre paysans, communautés et organisations. Nous avons aussi des dizaines d'écoles d'agroécologie et de formation politique paysanne qui servent tant à préparer nos jeunes à devenir des fermiers agroécologiques et des cadres de direction de nos organisations qu'à appuyer nos activités de paysan à paysan et entre communautés. Nous identifions activement nos meilleures expériences d'agriculture paysanne agroécologique et de souveraineté alimentaire. Nous les documentons et les systématisons de manière à partager les connaissances acquises et à organiser des visites d'échange. Nous menons nos propres recherches agroécologiques et de sélection de semences et d'animaux; nous travaillons aussi conjointement avec des chercheurs et des scientifiques de confiance qui sont nos alliés.

### **L'agriculture paysanne est liée à un espace géographique ou un territoire**

L'agriculture paysanne est liée à un espace géographique spécifique, un territoire. Les paysans et les paysannes sont enracinés là où ils et elles ont développé leurs moyens de subsistance depuis de nombreuses générations. On ne peut pas comprendre l'agriculture paysanne sans comprendre les liens qui unissent nos peuples à nos terres et territoires. Nous cherchons à conserver le caractère paysan ou autochtone de nos territoires et/ou à leur donner ce caractère en pratiquant l'agriculture paysanne agroécologique au lieu des monocultures qui dépendent d'intrants chimiques et de semences commerciales. Si les monocultures ont



*La solidarité et la coopération, et non la concurrence, devraient être des principes de base de nos organisations pour résoudre les conflits concernant l'utilisation des terres et de l'eau.*

pour effet d'ouvrir nos propres espaces aux produits de nos ennemis des agroentreprises et aux forces d'exclusion, nous défendons ces espaces en recouvrant les connaissances ancestrales et en pratiquant l'agroécologie.

#### L'organisation paysanne autonome est notre base

L'organisation est la clé de la transformation. Elle renforce l'ensemble du processus de production et d'échange des produits et des connaissances. L'organisation paysanne sera d'autant plus forte et pourra mieux promouvoir et défendre l'agriculture paysanne agroécologique dans la mesure où elle maintiendra son autonomie par rapport aux grandes entreprises, aux partis politiques, aux responsables gouvernementaux, aux ONG, etc.

#### La coopération au lieu de la concurrence et des conflits

La solidarité et la coopération, et non la concurrence, devraient être des principes de base de nos organisations pour résoudre les conflits concernant l'utilisation des terres et de l'eau. Nous devons trouver des solutions justes pour toutes les parties lorsqu'il y a des conflits entre des fermiers paysans, des travailleurs agricoles, des pêcheurs, des habitants des forêts, des populations riveraines et côtières, des pasteurs, des nomades et des populations autochtones.

#### 4. Conclusion: Nos revendications pour les gouvernements et nos engagements envers nous-mêmes

Nous exigeons que nos gouvernements et les institutions internationales mettent fin aux politiques qui encouragent l'accaparement des terres, la libéralisation du commerce, les privatisations et les coupures des services essentiels tout en appuyant et en subventionnant les agroentreprises, les élites agroexportatrices, les compagnies minières, les fausses solutions aux changements climatiques comme le REDD et les agrocarburants, et les systèmes de connaissances privés. Nous exigeons que les gouvernements appuient plutôt les marchés nationaux et fermiers, les systèmes de semences paysannes, les activités de promotion et de formation en agroécologie

des organisations paysannes, des réformes agraires véritables et intégrales et la défense des marchés contre le dumping et les thésauriseurs et spéculateurs de denrées. Nous exigeons qu'ils interdisent les transgéniques et les produits agrototoxiques et ce, tout en négociant des solutions véritables aux changements climatiques au lieu de marchander des fausses solutions avec les transnationales.

Tout en exigeant que nos gouvernements et les institutions internationales agissent conformément à toutes les revendications que nous avons présentées ci-dessus, et nous intensifierons nos pressions pour qu'ils le fassent, nous ne les attendrons pas. À la place, nous nous engageons à continuer à construire l'agriculture paysanne agroécologique et la souveraineté alimentaire à la base dans nos milieux. Nous promettons de prendre les mesures pratiques suivantes :

- Nous continuerons de construire les structures organisationnelles au sein de La Via Campesina aux plans mondial, continental et régional afin d'appuyer nos organisations membres nationales dans leur travail de promotion de l'agroécologie parmi leurs familles membres. Cela inclut des programmes de formation régionaux, des visites d'échange, la production et le partage de documents éducatifs et l'identification et la documentation d'exemples réussis dans la région pour que tout le monde puisse tirer les leçons qu'ils offrent.
- Nous ferons la promotion de la création de programmes et d'écoles de formation en agroécologie et de programmes paysan à paysan, communauté à communauté et territoriaux de promotion de l'agroécologie.
- À travers nos propres organisations, nous ferons la promotion de la défense et du renforcement des systèmes de semences paysannes nationales.
- Nous travaillerons pour « garder le carbone dans le sol et les arbres » dans les zones que nous contrôlons, en faisant la promotion de l'agroforesterie, la plantation d'arbres, l'agroécologie, la conservation de l'énergie et

*Nous continuerons de développer une voix paysanne et autochtone puissante afin d'être présents avec d'autres secteurs de la société civile dans le processus de négociations en cours sur le climat, avec le message que nous nous opposons aux fausses solutions aux changements climatiques et exigeons l'adoption des principes de Cochabamba.*

en luttant contre l'accaparement des terres au profit des mines et des plantations industrielles, tout en rejetant la privatisation en catimini et l'appropriation privée de la nature inhérente aux systèmes de paiement pour services environnementaux et aux REDD.

- Nous demanderons aux gouvernements à tous les niveaux (local, traditionnel, provincial, national et régional) d'adopter des politiques publiques favorisant l'agroécologie et la souveraineté alimentaire et nous ferons pression sur ceux-ci dans ce sens; de plus, nous élaborerons et mettrons en œuvre de telles politiques dans les territoires que nos peuples contrôlent.
- Nous continuerons de développer une voix paysanne et autochtone puissante afin d'être présents avec d'autres secteurs de la société civile dans le processus de négociations en cours sur le climat, avec le message que nous nous opposons aux fausses solutions aux changements climatiques et exigeons l'adoption des principes de Cochabamba.

#### **L'AGROÉCOLOGIE APPARTIENT À NOUS, LES PAYSANS ET LES PEUPLES AUTOCHTONES L'AGROÉCOLOGIE N'EST PAS À VENDRE**

#### **5. Proposition de plan de travail de la Commission de l'agriculture paysanne durable pour 2013 et au-delà**

##### **1. Généralités:**

1. Nous proposons de changer le nom de la Commission. Le nouveau nom proposé est : « *agriculture paysanne agroécologique.* »
2. Nous proposons que les activités d'agroécologie et de semences paysannes sur le

terrain soient réalisées ensemble et qu'elles ne soient pas séparées artificiellement.

3. Nous devons faire plus de campagnes de sensibilisation de l'opinion publique et être plus efficaces dans ce travail.
4. Nous devons avoir une vision claire de ce que signifie l'agroécologie pour LVC et la défendre contre d'autres acteurs.
5. Nous devons faire plus de travail sur les méthodes de rechange de mise en marché de nos produits et renforcer les alliances entre les milieux rural et urbain.
6. La Commission a besoin d'un site Web efficace.

##### **2. Transformation des modes de production**

###### *a. Réseau d'écoles d'agroécologie au sein de LVC*

Les plus de 40 écoles d'agroécologie de LVC doivent devenir des points focaux de coordination des processus supranationaux et se mettre en réseau les unes avec les autres pour :

1. Décrire et documenter (avec nos alliés) les expériences d'agroécologie et de semences paysannes dans leurs régions et leurs pays.
2. Échanger l'information et leur matériel d'apprentissage/formation.
3. Offrir des cours aux personnes provenant d'autres pays et régions.
4. Aider à coordonner des visites d'échange internationales et nationales.
5. Créer des réseaux d'alliés (chercheurs, professeurs, ONG, etc.) qui peuvent nous aider à combler des besoins spécifiques en termes de cartographie, recherche, documentation, formation et matériel.
6. que le réseau puisse contribuer à socialiser



le travail de documentation très précieux effectué dans le cadre de thèses étudiantes et de projets de recherche dans nos écoles de LVC.

*b. Appui aux processus régionaux et locaux.*

Il nous faut organiser moins de grands événements et apporter plus de soutien direct et de conseils aux processus naissants et en cours dans les régions et les pays membres, au moyen de visites moins coûteuses, plus petites et mieux ciblées.

*c. Échanges d'expériences.*

Tout le monde est d'accord que les échanges internationaux ont partout été excellents et ont aidé à stimuler des processus importants dans les pays d'origine. Nos expériences avec la méthode «paysan à paysan» nous démontrent que les échanges d'expériences (les visites d'échange) sont les outils les plus efficaces pour répandre les pratiques agroécologiques de l'agriculture paysanne durable; ces échanges sont une forme d'apprentissage horizontal. Nous devons continuer d'identifier des cas exemplaires sur chaque continent, grâce aux réseaux que nous avons créés, et organiser des visites d'échange pour que d'autres puissent apprendre de ces expériences.

*d. Documentation, systématisation et socialisation (partage) d'expériences en agroécologie et semences paysannes*

Nous devons continuer d'identifier, de décrire et de documenter les cas locaux ou nationaux les plus intéressants (au sein de LVC), et continuer de mener des études (seuls, avec nos alliés, avec nos communicateurs de LVC ou à travers les recherches des étudiants des écoles de LVC). Il nous faut souligner les succès (et les démontrer avec des données) et les leçons apprises. Nous continuerons de les publier dans des livres, des vidéos, des articles de revue et des brochures de formation populaire, afin de les partager au sein de LVC et avec nos alliés dans le cadre de processus d'apprentissage horizontaux et en appui à nos campagnes auprès du grand public et des décideurs. La Commission continuera de publier une série ou une «bibliothèque» des plus grands succès de LVC,

en tant que matériel d'étude pour nos écoles et pour aider à convaincre les universitaires, les responsables publics et les personnalités influentes. Nous rendrons tout ce matériel disponible dans une section spéciale du site Web de LVC.

**3. Campagne de sensibilisation de l'opinion publique à l'agroécologie et aux semences paysannes et pour dénoncer les forces et les structures qui empêchent leur développement plus large.**

Il faut que La Via Campesina et ses alliés élaborent et fondent des arguments sur les vertus et les avantages de ce type d'agriculture et sur les forces qui y font obstacle. Par exemple, nous continuerons de développer et surtout de PUBLICISER les arguments selon lesquels *l'agriculture paysanne agroécologique* basée sur les semences paysannes, en tant qu'élément des stratégies de souveraineté alimentaire:

- a. est aujourd'hui mise en œuvre, fonctionne, peut alimenter la population mondiale avec des aliments sains (c'est très important de faire le lien avec la santé) et refroidit la planète; même si l'agriculture paysanne agroécologique offre la meilleure solution à la crise, des forces et des structures qu'il faut arrêter lui font obstacle.*

Nous mènerons un processus de recherche, d'analyse et de synthèse des arguments et des données appuyant ces affirmations, dans le but de publier des dossiers et du matériel de diffusion convaincants sur chacun de ces points. Le tout constituera la base d'une campagne internationale massive auprès de l'opinion publique que nous mettrons en œuvre avec nos alliés.

Nous devons offrir des cours de formation sur les enjeux à nos communicateurs de LVC dans les régions et les pays pour qu'ils puissent nous aider dans la réalisation de cette campagne. Il faut que nous nous coordonnions plus étroitement avec eux.

**4. Stratégie d'alliances**

Dans le cadre de notre travail à cette Commission, et plus particulièrement en ce qui concerne les sujets mentionnés ci-dessus, nous devons encore identifier nos besoins d'alliances et les alliés potentiels pour chacune des



questions/sujets, et nous devons renforcer ces alliances avec ces alliés. Ces alliés peuvent être des chercheurs, des professeurs, des ONG, des donateurs, des journalistes, d'autres organisations paysannes et/ou autochtones ainsi que des organisations d'autres secteurs tels que les consommateurs, les écologistes, les habitants de quartiers urbains défavorisés, etc. Nous considérons notamment qu'il nous faut renforcer les alliances avec les consommateurs et les chercheurs. Les bonnes relations entre la CLOC/LVC et la SOCLA (Société scientifique latino-américaine d'agroécologie) constituent un exemple que nous devrions renforcer et pourrions étendre à l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

**5. Collecte de fonds**

Nous devons fonctionner avec moins de ressources au cours du prochain cycle. Cela signifie que nous devons

poursuivre et intensifier nos collectes de fonds très réussies à ce jour pour les activités d'agroécologie avec le personnel régional. Les régions peuvent et devraient faire des collectes de fonds pour des visites d'échange par exemple.

Cela signifie également que nous devons appliquer une stratégie «d'ajout», laquelle consiste à ajouter des journées agroécologie et semences paysannes aux événements déjà financés dans les régions. De plus, les voyages du personnel dans les régions et les pays pour appuyer les activités locales et régionales sur le terrain coûtent beaucoup moins que l'organisation de grandes réunions.

**6. Coordination nationale, régionale et continentale**

Nous devons créer des commissions régionales à l'intérieur LVC pour coordonner les activités de l'agroécologie et les écoles, et commissions national et/ou continental selon les besoins.

